16-31 DECEMBRE 1955 BI-MENSUEL (Septième année) N° 142

BULLETIN DE L'ASSOCIATION D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

Association déclarée
Loi de 1901
86, Boulevard Haussmann
PARIS-8e
Téléphone : EURope 47-08
Compte Chèque Postal de l'Association
PARIS 7241-06

SOMMAIRE

L'expérience de onze pays : La détente n'empêche pas la lutte contre le P.C... par Branko Lazitch 1

Un appel des missionnaires catholiques en Chine 5

Le Parti Communiste Norvégien..... 7

LE COMMUNISME DANS LE MONDE LIBRE

Singapour et Malaisie britannique entre élections et rebellion 13

LE COMMUNISME DANS LE MONDE SOVIETISE

Les graves difficultés de l'économie soviétique 16

Discussions sur Pavlov en U.R.S.S. 19

L'EXPÉRIENCE DE ONZE PAYS

La détente n'empêche pas la lutte contre le P. C.

LA coexistence pacifique, la détente, le « new look » soviétique et l'esprit de Genève exigent, de façon plus pressante en France qu'ailleurs, l'examen de deux questions :

1. — Les contacts et les rapprochements diplomatiques avec l'U.R.S.S. impliquent-ils nécessairement la coopération avec le Parti communiste à l'intérieur d'un pays occidental?

2. — Les mesures anticommunistes prises par un gouvernement sont-elles de nature à nuire au dialogue avec l'U.R.S.S. ou laissent-elles les dirigeants soviétiques indifférents ?

La « Nouvelle gauche », conséquente dans le préjugé favorable qu'elle accorde au P.C.F. et dans son incompréhension du phénomène communiste, répète depuis plusieurs mois les arguments suivants : Pour renforcer la coexistence pacifique, il faut créer un Front populaire avec le P.C.F. ; nous ne pouvons refuser de discuter avec les communistes au moment où les Etats-Unis acceptent le dialogue avec Moscou ; à l'époque de l'alliance Est-Ouest, nous avons eu en France le gouvernement tripartite; à l'époque de la guerre froide, l'isolement du P.C.F. ; actuellement, avec la détente, il nous faut revenir à la coopération avec le P.C.F. ; la Russie redevient notre alliée, comme en 1944, par conséquent, nous devons pactiser avec le P.C.F.

Les communistes ont tout intérêt à appuyer cette position, car ils savent bien qu'à la fin ils en seront les seuls bénéficiaires. Partout, dans le monde occidental, ils appliquent systématiquement cette tactique. Tenons-nous en à un seul exemple : aux Etats-Unis, 360 signataires ont réclamé, *au nom de l'esprit de Genève,* l'abrogation de toutes les mesures anti-communistes prises ces dernières années; en même temps, le comité national du parti communiste des Etats-Unis exigait l'amnistie générale pour les communistes et l'abrogation de toutes les lois sur le contrôle de leurs activités.

Deux ordres de faits permettent de contester la légitimité de l'argument communiste et crypto-communiste : le comportement des chefs bolcheviks et l'expérience des relations diplomatiques entre les pays non-communistes et l'U.R.S.S. au cours des 35 dernières années.

Tout récemment, des membres du Bureau politique du P.C. de l'Union soviétique se sont étonnés des doléances formulées par les hommes politiques occidentaux au sujet des agissements des partis communistes en Occident. Lors de la réception de la délégation parlemen-

taire française au Kremlin, M. Souslov, à un député français qui se plaignait de l'action du P.C.F., rétorqua : « Si les communistes français ne sont pas des patriotes, qu'attend votre gouvernement pour agir contre eux ? » Cette déclaration est analogue à la réponse que fit Molotov à M. Pinay qui lui parlait de la lutte déloyale et incessante des communistes français: « Vous n'avez donc pas de police ? »

La réponse de Khrouchtchev à Lester Pearson, ministre canadien des Affaires étrangères, est encore plus brutale : « Pourquoi ne les liquidez-vous pas, ou ne mettez-vous pas tous leurs membres dans des camps de concentrations ? »

Ces déclarations, données à brûle-pourpoint, ou bien sont restées ignorées de l'opinion occidentale, ou bien ont été prises pour des boutades. Pourtant les événements de ces quatre dernières décennies confirment de telles déclarations.

***

LORSQUE les bolcheviks s'emparèrent du pouvoir, d'abord à Petrograd, ensuite dans la Russie tout entière, aucun des pays voisins ne voulut reconnaître le gouvernement de Lénine. Le premier chef d'Etat qui s'y décida fut Mustapha Kemal, qui conclut également un pacte d'amitié avec la Russie soviétique. Or, Mustapha Kemal fut aussi le premier à dissocier les deux problèmes : celui des rapports avec le gouvernement communiste de Moscou et celui de l'action communiste à l'intérieur du pays. Il respecta strictement les obligations découlant du traité, mais considéra les communistes turcs comme des ennemis de l'Etat. Lorsqu'en 1921 les dirigeants et les cadres du P.C. turc, formés sur le sol russe passèrent clandestinement la frontière pour entamer l'action en Turquie, une véritable chasse à l'homme fut déclenchée : la plupart des communistes furent assassinés avant d'avoir pu rejoindre la Russie soviétique.

Une seconde tentative pour fonder le P.C. turc réussit en 1922 ; mais dès 1925, ce parti camouflé, qui croyait pouvoir agir en combinant les moyens légaux et illégaux, fut interdit. Mustapha Kemal fit valoir très fort l'argument cher aux communistes, à savoir que le gouvernement soviétique n'a rien à voir dans l'activité des partis communistes dans un pays étranger. Les Soviets se turent : un pacte d'amitié avec un gouvernement fort d'un pays voisin ne devait pas être compromis par une protestation en faveur des communistes turcs persécutés.

En Europe occidentale, les gouvernements démocratiques n'étaient pas très pressés de reconnaître le pouvoir bolchevik. Par contre, Mussolini, arrivé au pouvoir, noua rapidement des relations diplomatiques et commerciales avec la République des Soviets, à l'époque même où il étouffait en Italie les partis politiques d'opposition, dont le P.C. L'U.R.S.S. n'en accepta pas moins de causer avec l'Italie fasciste.

***

ON peut tout reprocher aux Soviets sauf leur manque de continuité politique. La politique inaugurée par Lénine fut continuée, plus brutalement encore, sous Staline. A cet égard, le pacte conclu en 1939 avec Hitler, qui avait exterminé des milliers de communistes allemands et gardait dans des camps de concentration Thaelmann, illustre suffisamment la manière d'agir stalinienne.

Staline mort, même pour les staliniens, la politique de ses héritiers sur ce point précis n'a pas changé.

Turquie

Un des premiers gestes spectaculaires de la diplomatie soviétique d'alors concernait la Turquie. Le 30 mai 1953, Molotov remit à l'ambassadeur turc la note suivante : « *Au nom de la sauvegarde des relations de bon voisinage et du renforcement de la paix et de la sécurité, les gouvernements d'Arménie et de Géorgie ont jugé possible de renoncer à leurs revendications territoriales envers la Turquie.* »

Le gouvernement du Parti démocrate, au pouvoir, ne vit pas là matière à changer d'attitude à l'égard de l'action communiste intérieure. Une vaste organisation illégale ayant

Notre but

Le B.E.I.P.I. a pour but de faciliter le travail des membres de notre Association. Il leur apporte chaque quinzaine des études inédites, des documents révélateurs et des informations contrôlées sur la politique internationale notamment sur celle des pays du bloc soviétique, et sur le Communisme lui-même. Ces informations sont extraites en particulier des publications communistes du monde entier, ainsi que d'autres publications.

Tous les renseignements contenus dans le Bulletin sont publiés en vue de leur diffusion. C'est dire que nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. D'autre part nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à B.E.I.P.I., 86, boulevard Haussmann, Paris (8me).

été découverte, le tribunal militaire en jugea les membres à huis clos au cours de cette même année 1953 et le P.C. turc resta comme autrefois, hors la loi.

Yougoslavie

Tito qui, jusqu'à une date récente, fut, de tous les chefs d'Etat, le plus exposé aux attaques et aux menaces soviétiques, fut le premier à recevoir la visite officielle des chefs du Kremlin, qui rendirent hommage à sa personne et à son « socialisme »... Or, la Yougoslavie est précisément le pays où les partisans de Moscou ont été pourchassés, arrêtés, déportés et exécutés avec le plus de rigueur. Lorsque les chefs soviétiques vinrent chez Tito, ils lui tendirent la main et passèrent l'éponge sur le passé stalinien. Tito, contrairement aux tenants de la « Nouvelle gauche », ne crut pas nécessaire d'accompagner cette réconciliation de l'absolution aux agents de Moscou. A la veille de l'arrivée de Khrouchtchev et de Boulganine à Belgrade, la prison aux 700 cellules, batie dans le quartier de Neimar, se remplit de « suspects » *dont quelques dizaines pour pro-soviétisme*, en particulier d'anciens responsables de l'Association « U.R.S.S.-Yougoslavie ». Après le départ des chefs bolcheviks, les kominformistes réfractaires restèrent dans les prisons yougoslaves.

Inde

Le second pays visité par les chefs soviétiques, l'Inde, tient une place d'honneur dans la presse et chez les dirigeants de l'U.R.S.S., comme l'a montré la réception sans précédent organisée en l'honneur de Nehru lors de son voyage à Moscou.

A la différence de Tito, resté dictateur communiste, Nehru passe pour un démocrate. Or, en dépit de l'amitié qu'il affiche pour l'axe Moscou-Pékin, il se garde bien d'appliquer à l'égard du P.C. de l'Inde la politique que préconise la « Nouvelle gauche ». Au début de 1955, Nehru mit tout en œuvre — prenant part lui-même à la campagne électorale — pour infliger une défaite au Parti communiste dans l'Etat d'Andhra : il y a d'ailleurs réussi. Tout dernièrement, le jour où l'on annonçait de la Nouvelle Dehli l'accueil enthousiaste réservé par Nehru à Khrouchtchev et à Boulganine, une dépêche datée de Bombay le 21 novembre disait : « *Dix personnes ont été tuées et près de 300 blessées au cours des émeutes les plus sanglantes de l'histoire moderne de Bombay. La police a fait feu sur les manifestants qui la lapidaient. Les émeutes ont été déclenchées par les partis de gauche... Le parti communiste a décidé de poursuivre son action.* »

Birmanie

U Nu, accueilli solennellement à Pékin et à Moscou, et à qui Boulganine et Khrouchtchev viennent de rendre visite, gouverne son pays avec l'appui de son parti (socialiste de gauche). Mais son attitude n'a rien d'amical à l'égard des communistes. Depuis 1948, ceux-ci ont déclenché une insurrection armée. Après quelques succès sérieux, ils se sont heurtés à la politique de U Nu. Deux chiffres suffiront pour en marquer l'efficacité : en 1949, on comptait 90.000 insurgés, dirigés en majorité par les communistes; en 1955, ils n'étaient plus que 8.000 environ. Ce règlement de comptes sanglant s'achève en ce moment par la défaite totale des communistes ; aux dernières nouvelles, ils offrent leur reddition au gouvernement de U Nu.

Allemagne occidentale

Adenauer, « revanchard », « militariste », etc. eut l'honneur d'être invité à Moscou, et son pays est l'objectif préféré de « l'offensive de paix » soviétique.

Or, au moment où il reçut l'invitation de se rendre à Moscou, les poursuites judiciaires engagées depuis novembre 1954 contre le P.C. allemand ne furent pas suspendues. En juillet 1955, les représentants du gouvernement plaidaient devant la Cour de Karlsruhe l'interdiction du P.C. allemand. Le 8 septembre, jour du départ du Dr Adenauer pour Moscou, fut rendue publique la découverte d'un réseau d'espionnage soviétique dans le ministère des Affaires étrangères du gouvernement de Bonn. Les dirigeants soviétiques, lors du séjour du Dr Adenauer à Moscou, n'y firent aucune allusion.

Autriche

Au bout de dix ans, l'Autriche a bénéficié de la bonne volonté soviétique en obtenant la fin de l'occupation étrangère. Or, au cours de ces dix dernières années, ce fut certainement le pays qui manifesta la plus systématique hostilité au parti communiste local, tant de la part du Parti catholique que du Parti socialiste. Le P.C. d'Autriche est toujours tenu en quarantaine par l'ensemble des partis politiques. Après l'octroi de l'indépendance, une des premières propositions socialistes au Parlement fut l'interdiction de séjour à Vienne aux centrales communistes internationales, F.S.M., F.M.J.O., etc.

Egypte

L'amitié subitement proclamée par les héritiers de Staline envers Nasser a été confirmée par des envois d'armes et par l'invitation au président égyptien de se rendre à Moscou. Ces prodigalités n'ont rien changé à l'hostilité de Nasser envers le mouvement communiste local, de même que cette hostilité n'avait en rien empêché la tactique amicale des Soviets.

Voici un exemple : Le troisième anniversaire de la République révolutionnaire égyptienne fut célébré en juillet dernier, en présence d'une importante délégation chinoise et d'une délégation soviétique dirigée par D. Chepilov, rédacteur en chef de la *Pravda* et récemment promu au secrétariat du Comité central du P.C. de l'U.R.S.S. A ce propos, *France Observateur* (28 juillet) notait, avec étonnement : « *Dans une déclaration publique, M.*

Chepilov a lancé beaucoup de fleurs à l'Egypte de Nasser, mais il n'a pas commenté les dernières arrestations qui eurent lieu quelques jours avant les fêtes d'anniversaire. Par un paradoxe qui ne peut sembler étrange qu'à des Occidentaux rationalistes, on mettait en prison des communistes dans le même temps qu'on s'apprêtait à recevoir un Russe et un Chinois... Justement pour cette raison d'ailleurs. »

Tout dernièrement, dans l'interview accordée à l'*Express*, le 30 novembre, le colonel Nasser déclarait laconiquement : « *Le Parti communiste est interdit en Egypte* ».

Iran

En octobre 1954 eut lieu, à Téhéran, dans l'armée iranienne, un procès contre l'organisation que le Parti Tudeh (communiste) avait créée et qui était accusée d'espionnage et de sabotage. Ce procès fut suivi du dépôt d'un projet de loi contre l'action du Parti communiste. Ces deux faits ne pouvaient laisser sans réaction les signataires habituels des appels pour la Justice, la Liberté, etc. En France, Sartre et Mauriac protestèrent contre cette injustice. Le gouvernement soviétique n'envoya aucune note de protestation. Les intellectuels soviétiques ne signèrent aucune pétition. Quelques jours plus tard, une dépêche nous apprenait que : « *L'U.R.S.S. allait verser à l'Iran onze tonnes d'or et huit millions de dollars. Ainsi se trouvait réglé par un accord russo-iranien le problème des dettes que l'Union soviétique avait contractées lorsque, durant la guerre, elle avait stationné des troupes dans le nord de l'Iran.* »

Un autre exemple nous est venu récemment du même pays : Le 26 septembre 1955, l'*Humanité* affichait en première page : « *Verdict criminel à Téhéran : le Dr Yazdi, dirigeant du Parti Tudeh, condamné à mort* ». Et, à la troisième page : « *Aujourd'hui, le gouvernement de Téhéran veut assassiner l'un des hommes les plus populaires d'Iran, dirigeant éminent et respecté de la classe ouvrière, qui a toujours combattu pour l'indépendance de son pays. Il faut empêcher ce crime.* »

Pourtant, huit jours plus tard, une dépêche nous apprenait que : « *Sur l'invitation du maréchal Vorochilov, président du Soviet suprême de l'U.R.S.S., le Chah et l'impératrice Soraya se rendront à Moscou vers le mois de mai ou de juin* 1956. *L'invitation soviétique avait été transmise en juin dernier.* »

Sans prétendre qu'il y ait un rapport de cause à effet entre ces événements, reconnaissons que la coïncidence est frappante et dément cruellement le point de vue de la « Nouvelle gauche ».

Espagne

Les héritiers de Staline ont appliqué leur nouvelle politique à l'Espagne : Molotov lui a réservé une place dans son pacte de sécurité européenne ; des délégués soviétiques sont venus assister à un congrès à Madrid et les pourparlers commerciaux sont à l'ordre du jour.

Or, autant qu'on sache, le gouvernement espagnol n'a en rien modifié sa politique à l'égard du Parti communiste, mis hors la loi depuis la victoire du général Franco. Les Soviets ont libéré en 1954 des Espagnols venus se battre en Russie dans la *Division bleue* contre le bolchevisme mais ils n'ont soufflé mot sur le sort de nombreux communistes espagnols réfugiés dans la patrie du socialisme. Les communistes espagnols n'ont bénéficié du « new look » ni en U.R.S.S. ni en Espagne.

Grèce

Les héritiers de Staline ont rétabli les relations diplomatiques avec le gouvernement « monarcho-fasciste » ; celui-ci continue à surveiller l'action des communistes et à les déférer devant les tribunaux pour leur activité clandestine.

Argentine

Les héritiers de Staline ont étendu leurs manœuvres à ce pays où le général Péron avait incarcéré un certain nombre de communistes. A ce propos, Remorino — à l'époque ministre des Affaires étrangères — déclara en 1955 à Pierre Lazareff : « *Les délégués soviétiques que nous avons reçus récemment n'ont jamais fait allusion à la détention des communistes* » (*France-Soir*, 19-6-55).

⁂

CES onze pays connaissent les régimes politiques les plus différents (de la dictature communiste de Tito à la démocratie autrichienne). Ils ont à leur tête des hommes politiques de toutes tendances, — communistes, socialisants, catholiques, autoritaires, républicains, monarchistes, et n'ont de commun que ce double trait : ils ont été l'objet d'une « offensive de détente » qu'ils n'ont pas repoussée, — et ils sont restés fermes dans leur lutte intérieure contre le communisme. Tous, en acceptant la coexistence pacifique, se rendent parfaitement compte que le parti communiste local ne devient nullement de ce fait « un parti comme les autres », mais qu'il reste inféodé à Moscou, et que, pour négocier avec Moscou en toute sécurité et tranquillité, il faut être garanti de n'être point poignardé par ses agents à l'intérieur du pays.

Autre fait important : les chefs socialistes, dans beaucoup de pays, appliquent cette même règle : ni le Parti socialiste autrichien ni la social-démocratie allemande ne se sont rapprochés des communistes. Même Bevan, en Angleterre, qui fut autrefois, comme Cripps, écarté de la direction du Labour Party pour avoir préconisé le Front populaire, ne récidive pas ; au congrès des Trade-Unions de Southport, en septembre, une proposition de rétablissement des relations avec la F.S.M. a été catégoriquement rejetée.

En Finlande, les communistes ont proposé

aux socialistes la nomination d'un candidat commun pour les élections à la Présidence de la République. Ils sont allés jusqu'à accorder aux socialistes le droit de choisir eux-mêmes ce candidat. Comme les socialistes et les communistes une fois réunis disposent de près de la moitié des sièges au Parlement, cette proposition pouvait être tentante. Mais le congrès socialiste réuni au début de juin 1955 ne daigna même pas répondre à l'offre communiste et désigna comme candidat K. A. Fagerholm, qui en 1948, avait, comme chef du gouvernement, dissous la police formée par les communistes lorsqu'ils détenaient le ministère de l'Intérieur.

Ces faits restent, pour la plupart, ignorés des tenants de la « Nouvelle gauche ». Ou s'ils en parlent, au sujet de l'Egypte ou de l'Inde, c'est pour aboutir rapidement à la conclusion que Moscou « abandonne » ses partis communistes étrangers. En fait, c'est tout autre chose. Moscou agit sur les pays libres par deux moyens à la fois : de l'extérieur, par sa diplomatie, et de l'intérieur par ses partis communistes. Si, grâce à la tactique du « Front populaire » un Parti communiste se rapproche du pouvoir, Moscou croit alors possible le détachement de ce pays du monde libre et agit en conséquence. Si un P.C. voit au contraire s'éloigner l'espérance du pouvoir, Moscou ne peut que compter sur le gouvernement en fonction. Plus ce gouvernement réprime les menées communistes et réduit le Parti à l'impuissance, plus Moscou le juge stable et le respecte.

BRANKO LAZITCH.

Un appel des missionnaires catholiques en Chine

UN grand nombre de missionnaires en Chine, appartenant à des nationalités diverses ont subi, de la part du Gouvernement communiste chinois, des traitements sur lesquels il était de leur devoir d'attirer l'attention du monde civilisé. Certains d'entre eux l'ont déjà fait, à titre individuel, ou à titre collectif. Nous avons déjà signalé ici-même l'excellent ouvrage qui s'intitule : L'Etoile contre la Croix, *du P. François Dufay, dont une neuvième édition, revue et augmentée, a paru fin* 1954 *chez Casterman (Paris-Tournai). Nous ajouterons l'ouvrage du Père Montserleet :* L'empire de Mao Tsetung (*Casterman - Paris* - 1955).

Aujourd'hui soixante missionnaires, dont on trouvera les noms ci-dessous, qui tous ont passé par les prisons communistes chinoises, quelques-uns durant trois ou quatre ans, ont décidé de faire appel à la « Commission internationale contre le régime concentrationnaire ». *Il lui ont adressé une lettre dont nous nous faisons un devoir de communiquer le texte à nos lecteurs.*

***

NOUS soussignés, anciens missionnaires catholiques en Chine, et victimes d'arrestation et de détention arbitraires de la part du Gouvernement de la République populaire de Chine, adressons, en notre nom et au nom de nos confrères chinois ou non chinois encore détenus à l'heure actuelle, à la « Commission internationale contre le régime concentrationnaire » (organisation non-gouvernementale avec statut consultatif auprès du Conseil économique et social de l'O.N.U.), l'appel suivant :

Nous avons été envoyés en Chine par l'autorité ecclésiastique, c'est-à-dire par nos congrégations respectives, agissant en dépendance des organes centraux du Saint-Siège. Le but de notre mission était exclusivement religieux, et nous ne nous en sommes jamais écartés. Nous n'avons été en Chine les agents d'aucune puissance étrangère quelle qu'elle fût, notre patrie ou une autre. Quand un nouveau Gouvernement s'est installé en Chine, nous avons rappelé aux fidèles la doctrine de l'Eglise sur la soumission due aux pouvoirs établis.

Pourtant la même aventure nous est arrivée à tous : un jour, à l'improviste, nous avons été arrêtés et jetés en prison. Nous étions accusés d'être des « contre-révolutionnaires », des « impérialistes », des « agents étrangers », des « espions » ! Or, nous n'avions jamais eu aucune activité politique et toute notre action, bien connue d'un gouvernement à qui rien n'échappe, se cantonnait sur un plan exclusivement religieux.

Les traitements subis par nous ont été divers. Certains d'entre nous ont été formellement torturés. D'autres ont eu les mains liées dans le dos par les menottes, nuit et jour pendant six mois. D'autres ont dû se tenir debout pendant des interrogatoires qui duraient sans arrêt jusqu'à 5 jours et 5 nuits. Un grand nombre ont dû rester accroupis à terre tout le jour, sans parler, sans lire, sans sommeiller, occupés seulement à « réfléchir sur leurs crimes ». D'autres enfin ne peuvent se plaindre que de la privation de liberté et devaient signer chaque soir qu' « ils n'avaient pas été maltraités ».

Beaucoup d'entre nous ont connu les cellules communes où les prisonniers chinois nos compagnons, et nous-mêmes avec eux, devions nous exhorter mutuellement pendant plusieurs heures par jour à « réformer notre pensée », c'est-à-dire à proférer, au moins des lèvres, les théories communistes. On nous répétait chaque jour que « réformer notre pensée » était le seul moyen de sortir de prison.

On nous a retiré tout insigne religieux et tout livre de prières, et il nous a été interdit, sous peine de punition, de faire aucun des gestes traditionnels de la prière privée, comme un simple signe de croix.

Nous sommes restés ainsi des mois, quelques-uns des années, sans visites, sans lettres, sans envoi de l'extérieur, à part quelques exceptions, au secret absolu, ne voyant d'autres visages que ceux de nos compagnons de cellule parmi lesquels se trouvaient toujours un ou plusieurs délateurs. Les cellules n'avaient ni lit, ni table, ni chaise. On couchait sur le sol nu, parfois plancher, parfois ciment.

Nous avons comparu devant des juges, sans le ministère d'aucun avocat. Tous les interrogatoires ont consisté exclusivement à tenter de nous arracher des aveux mensongers: que nous étions des impérialistes, des espions, des ennemis du peuple. Et cela par les menaces les plus impressionnantes et des pressions soigneusement étudiées

pour nous faire perdre le contrôle de nous-mêmes.

Certains d'entre nous ont été condamnés aux travaux forcés : travaux le plus souvent très durs, parfois épuisants, où les condamnés devaient eux-mêmes et « spontanément » augmenter sans cesse le rythme de leur travail.

Nous avons été délivrés par l'expulsion hors du territoire chinois à l'heure où le gouvernement populaire a pensé que cette délivrance servirait mieux sa politique que notre détention, sans tenir compte des peines déjà prononcées et pas encore purgées.

Tous les principes de justice en vigueur chez les peuples civilisés ont été violés à notre endroit : dans presque tous les cas, pas d'inculpation précise et pas de preuves ; dans tous les cas, pas de défense, pas de procédure protectrice de l'accusé. En un mot, nous avons été livrés pieds et poings liés au plus total arbitraire.

Nos souffrances à nous sont finies. Mais le Gouvernement de la République populaire de Chine garde encore dans ses prisons plusieurs missionnaires étrangers, nos confrères que nous avons connus, avec qui nous vivions, et dont nous pouvons affirmer qu'ils n'étaient pas plus coupables que nous. Seule leur nationalité américaine leur vaut un sort plus dur que le nôtre.

Enfin, plusieurs centaines de prêtres chinois et des milliers de chrétiens chinois sont en prison à l'heure actuelle. Tout récemment encore, (septembre 1955) on a arrêté l'évêque chinois de Shanghaï avec 50 prêtres et séminaristes, des religieuses et plus de 1.400 fidèles, tous chinois. Pour eux comme pour nous, même absence de motifs légaux, même procédure pour arracher des aveux mensongers, même retranchement d'avec l'extérieur ; certains ont été déportés comme forçats dans les régions désertes de l'Ouest. D'eux aussi, nous pouvons affirmer solennellement qu'ils sont innocents de tout crime politique ou de droit commun. C'est en leur nom aussi, à eux qui sont réduits au silence, que nous élevons notre voix et notre protestation.

Enfin, notre pitié et notre révolte d'hommes libres ne s'arrêtent pas à ceux qui sont nos coreligionnaires. Nous avons vécu dans nos diverses prisons ou cellules avec des dizaines de compagnons chinois de toutes classes sociales et de toute religion. Si quelques-uns — ce qui est possible — avaient conspiré contre le gouvernement, nous sommes persuadés que la grande majorité d'entre eux étaient, comme nous, victimes de l'arbitraire. Tous ont été, comme nous, privés des plus élémentaires protections de la justice. C'est aussi au nom de ces milliers d'hommes qui remplissent maintenant les prisons et qui ne peuvent se faire entendre, au nom de leurs femmes et enfants au souvenir desquels nous les avons vu pleurer, que nous, qui sommes maintenant libres d'élever la voix, désirons protester et réclamer justice.

Cette protestation reste indépendante de toute prise de position sur des théories politiques, économiques, sociales ou religieuses. Elle se situe sur le plan de la simple humanité, dont les exigences les plus certaines se trouvent systématiquement violées.

Pour que cette protestation ne reste pas dans le domaine des déclarations platoniques, nous demandons que la « Commission internationale contre le régime concentrationnaire » se charge d'une enquête sur le régime des prisons et des camps de travail en Chine, ainsi que sur les méthodes de procédure en vigueur.

Nous demandons à la Commission d'obtenir, par des démarches auprès du gouvernement chinois et des organismes internationaux et par des appels à l'opinion mondiale, qu'il soit porté remède à tant de souffrances dont nous avons été les témoins.

Signatures

G. Alonso, jésuite (espagnol) ; A. Baur, jésuite (français) ; P. Beaucé jésuite (français) ; G. E. Beauregard, jésuite (canadien) ; M. Bégin, jésuite (canadien) ; Y. Billot, jésuite (français) ; A. Bonnichon, jésuite (français) ; A. Bonningue, jésuite (français) ; Mgr Boisguerin, Missions étrangères, évêque de Suifu (français) ; F. Bufalini, franciscain (italien) ; Mgr L.D. Capozi, franciscain, archevêque de Taiyuan (italien) ; H. Cény, lazariste (français) ; R. Charvet, jésuite (français) ; L. Corcuff, lazariste (français) ; Mgr. P. Coté. jésuite, évêque de Süchow (canadien) ; J. Courchesne, jésuite (canadien) ; M. Cuomo, salésien (italien) ; Mgr A. Defebvre, lazariste, évêque de Ningpo (français) ; Mgr H. Deruineau, Missions étrangères, archevêque de Kunming (français) ; J. Deymier, lazariste (français) ; F. Dufay, Missions étrangères (français) ; Mgr E. Fahy, jésuite, Administrateur apostolique de Yangchow (américain) ; O. Garcia, jésuite (espagnol) ; R. Garcia-Mayoral, jésuite (espagnol) ; G. Germain, jésuite (français) ; J. Goertz, Société du Verbe Divin (allemand) ; J. Guerra, jésuite (espagnol); H. Hermans, lazariste (hollandais) ; F. Lacretelle, jésuite. Administrateur apostolique de Haichow (français) ; U. Lebrun, scheutiste (belge) ; J. Le Corre, Missions étrangères (français); F. Legrand, scheutiste (belge) ; J. de Leffe, jésuite (français) ; M. Lichtenberger, jésuite (belge) ; J. Mac Grath, société de St.-Colomban (irlandais) ; E. Marçal, jésuite (portugais) ; G. Marchand, Missions étrangères (français) ; J.A. Martinez, jésuite (espagnol) ; J.A. Martins, jésuite (espagnol) ; J. Motte, jésuite (français) ; P. Ouimet, jésuite (canadien) ; A. Palacios, jésuite (espagnol) ; F. Pretat, mariste (français) ; Mgr G. Prevost, Missions étrangères de Québec (canadien) ; J. Prost, lazariste (français) ; Mgr G. Quint, franciscain, évêque de Weihaiwei (français) ; H. Real, jésuite (français) ; M. Richartz, société du Verbe Divin (allemand) ; A.G. Robbe, mariste (français); K. de Ryck, scheutiste (belge); M. Suppo, salésien (italien) ; R. Sylvestre, Missions étrangères (français) ; F. Théry, jésuite (français) ; J. E. Thornton, jésuite (américain) ; H. Tichit, lazariste (français) ; L. Trivière, Missions étrangères (français) ; L. Valois, jésuite (canadien) ; D. van Coillie, scheutiste (belge) ; Mgr A. Verineux, Missions étrangères, évêque de Yingkow (français) ; L. Wattine, jésuite (français) ; J. Wynance, bénédictin (belge) ; J. Struyven, trappiste, au nom des 35 trappistes morts en camp de concentration.

Les Religieuses désignées ci-dessous par leur nom de religion :

Mère M. Chrysanthe ; Mère Alfonsina ; Mère N. D. de Belval ; Mère Du Cénacle ; Mère de Saint-Aubert ; Mère Des Prazères ; Mère de St Ina ; Mère Marcella ; Mère Tolmira ; Mère Dulcina ; Mère Achilla ; Mère Rudolph ; Mère Dolorosa ; Mère St Beaufroy ; Mère Robert Lebis ; Mère Kao Gai Tche Mou ; Mère Bilhildis, Mère Venanzia ; Mère de St Just, (franciscaines missionnaires).

Mère Angeles de Dios, (Institut des Filles de Jésus).

Sœur St Alphonse, Sœur Marie Germaine, Sœur Saint Germain, Sœur Saint Victor, Sœur Sainte Foy, (missionnaires de l'Immaculée de Montréal Canada).

Mère Maria-Pia, (auxiliatrice).

Le Parti Communiste Norvégien

L'ARTICLE suivant complète les études plus ou moins fragmentaires que le B.E.I.P.I. a déjà publiées sur l'histoire et l'activité du P.C. norvégien. Nous y avons donc ajouté quelques notes invitant le lecteur à se reporter, pour tel ou tel point particulier, à ces études antérieures.

I. — Origine et premières années

Les thèses dites de Moscou provoquèrent en 1921 une scission du parti ouvrier norvégien (D. N.A.). Ce parti, fondé en 1887, avait revêtu peu à peu un caractère nettement radical. Lors du congrès national de 1920, Martin Tranmael, secrétaire général du parti et plus tard rédacteur en chef de son journal *Arbeiderbladet* (Journal ouvrier) qui jouissait d'une haute estime dans les milieux du parti, déclara, comme on lui proposait de quitter la Troisième Internationale, (et d'adhérer à une organisation réunissant la classe ouvrière de tous les pays) : « *Jamais encore le parti ouvrier norvégien ne s'est comporté avec une pareille fermeté devant le communisme* (1) ». Les thèses de Moscou, qui avaient été approuvées, bien qu'avec une certaine réserve, par le bureau du parti, étaient plus que n'en pouvaient accepter les sociaux-démocrates norvégiens. Ils décidèrent à une conférence nationale tenue en janvier 1921 d'organiser l'opposition au sein d'un parti politique indépendant, lequel vit le jour en mars de la même année. A l'intérieur du parti ouvrier, les thèses avaient déchaîné une tempête de passions et il avait fallu tout le pouvoir d'agitation des dirigeants pour assurer l'adhésion du parti à ces thèses. Celles-ci furent acceptées à une réunion nationale du parti le 26 mars 1921. Lors des élections générales à l'Assemblée nationale en octobre de la même année, le parti ouvrier recueillit 192.000 voix et le parti social-démocrate 83.000.

Les deux années qui suivirent furent pour le parti ouvrier pleines de discordes intestines. L'origine du conflit était dans les rapports avec la Troisième Internationale ; il en résultait une lutte personnelle acharnée qui pouvait miner le parti. Le centralisme imposé par Moscou était pour beaucoup de membres difficile à endurer. Il fallait en venir à une explication et beaucoup en prenaient conscience. En 1923, les dissensions devinrent de plus en plus fortes et violentes. En octobre, il parut évident qu'il s'agissait de la question de l'appartenance à la Troisième Internationale. L'explosion se produisit en novembre, à une assemblée nationale extraordinaire et provoqua la rupture avec Moscou. Après un vote marquant la volonté de la majorité des personnes présentes de s'opposer à un ultimatum de l'Internationale qui interdisait toute divergence entre les résolutions prises à une réunion nationale et les siennes propres, le représentant de l'Internationale déclara qu'en vertu de sa décision la majorité devait être considérée comme ayant quitté l'Internationale. Seule la minorité, souligna-t-il, pouvait être reconnue membre de l'Internationale. La minorité se proclama alors solennellement « parti ouvrier » et résolut de prendre le nom de « Parti communiste de Norvège, section de l'Internationale communiste ». La réunion fut immédiatement suivie d'une scission de la représentation à l'Assemblée nationale ; le nouveau parti communiste s'empara de 13 mandats sur 28. Parmi les socialistes restants, nous trouvons au parlement et au dehors les noms qui plus tard, à la suite du changement de gouvernement intervenu en 1935 et pendant toute la présence ininterrompue du parti ouvrier au gouvernement, deviendront aussi importants que par exemple ceux de Osscar Torp ou Einar Gerhardsen. Le rôle joué par un groupe d'étudiants d'Oslo, « *Mot Dag* », est intéressant. Ils essayèrent tout d'abord de prendre pied dans le parti socialiste, mais y formèrent un foyer d'agitation et le parti ouvrier (2) se vit obligé de les exclure en raison des déviations du groupe sur la ligne militaire-politique (il travaillait en faveur du maintien de la ligne de refus du service militaire). Le groupe fut englobé plus tard par les communistes et put jouer au sein du P.C.N. un rôle décisif à bien des égards. Son chef, Erling Falk, exerçait une influence presque inquiétante, surtout parmi les organisations estudiantines de l'Université d'Oslo. Beaucoup d'hommes aujourd'hui en vue appartenaient à ce groupe ce qui contribua sans doute à donner à la vie intellectuelle norvégienne un caractère radical marqué.

Le débat à la conférence nationale d'Oslo fut suivi d'une lutte dans l'ensemble du pays. Les communistes réussirent à conquérir une série de puissantes positions. Une personnalité connue du parti ouvrier de ces années-là, Haakon Meyer, écrit (3) que « *jamais le parti communiste n'a été si fort qu'à sa naissance* ». Mais la situation changea bientôt et les semaines brillantes prirent fin. Dès les élections à la nouvelle Assemblée nationale en automne 1924, il subit une première défaite. Il apparut en outre que pour ce parti, qui avait éliminé tous les « ennemis de la lutte de classes », l'unité n'était pas non plus une tâche facile. Sa position à l'égard des syndicats, marquée de larges revendications, apporta la première difficulté. D'ailleurs il y eut au cours des premières années de nombreux conflits de fractions ; par exemple en 1926, un groupe important tourna le dos au parti pour se rallier au parti ouvrier et en 1927 son premier président Sverre Stöstad se retira. Lors des élections de 1924 à l'Assemblée nationale, le parti obtint 6 mandats, trois seulement en 1927, pour perdre finalement en 1930 toute sa représentation à l'Assemblée nationale. Il ne put la retrouver avant 1945.

Après 1923, se fit bientôt jour la volonté de rétablir l'unité des partis socialistes. Le parti social-démocrate comme le parti ouvrier y mettaient une condition : un parti sans fractions organisées. Une réunion fut tenue à cet effet en janvier 1927 et la fusion des deux partis devint une réalité. Quelques dissidents du P.C.N. trouvèrent également accès à ce parti unifié (voir ci-dessus), lequel prit désormais le nom de « Parti ouvrier norvégien ». Un congrès réuni en même temps sous la direction des communistes et dont

(1) Halvdan Koht, *Det norske arbeiderpartis historie*, 1887-1937, Oslo, 1939, II, p. 251.

(2) Le parti socialiste continuait à porter ce nom.

(3) *Den politiske arbeiderbevegelsei Norge*, Oslo, 1935, p. 229.

le but était la constitution d'un « parti de rassemblement de la classe ouvrière » n'obtint aucun résultat et la politique communiste d'unité se solda par un échec. Le rapide déclin du parti au cours de la période qui suivi a déjà été mentionné plus haut. Il se consacra peu à peu, dans les années 30, à l'activité clandestine sur laquelle Jan Valtin entre autres donne des détails intéressants (4). On sait que le sabotage de la navigation constitua un champ d'action important pendant les années qui précédèrent la seconde guerre mondiale. On sait aussi que pendant quelques temps Ernst Wollweber qui dirigeait ce sabotage fut hébergé par les camarades norvégiens. Il se trouvait au moment de l'invasion allemande à Oslo d'où il s'enfuit en Suède, puis fut remis à l'Union soviétique. A ce sabotage était étroitement associé un homme de Narvik, Martin Hjelman. Pour le reste, ce chapitre de l'activité communiste en Norvège est aujourd'hui encore obscur ((5).

Les rapports de la plus étroite dépendance et de scrupuleuse obéissance à Moscou imposèrent tout naturellement au parti une attitude passive à l'égard des événements de 1940 (6). L'organe central du parti, *Arbeideren* (les ouvriers), intitulé désormais *Friheten* (Liberté), réclamait la liquidation du « social-démocratisme » de Norvège. A l'instar de ses amis à l'étranger, il n'adopta une attitude différente (7) qu'après le déclenchement des hostilités entre l'Allemagne et l'Union soviétique (8).

II. — Le Parti communiste norvégien aujourd'hui

Structure locale. Le P.C.N. au Parlement.

Nous avons parlé plus haut du rapide déclin du parti à partir de 1924 et de la perte de ses sièges à l'Assemblée nationale en 1930. Entre les deux guerres, ses effectifs s'évaluaient ainsi, à l'occasion des élections : 1924, 59.401 ; 1927, 40.075 ; 1930, 20.351 ; 1933, 22.773 ; 1936, 4.376. La puissance dont il disposa lors de sa rentrée en 1945 s'explique par le sentiment d'amitié pour l'Union soviétique qui existait alors en Norvège comme ailleurs et que l'on a peine à concevoir aujourd'hui. Aux premières élections (1945) le parti obtint 176.535 voix, soit 11,89 % des suffrages, contre 0,30 % en 1936. En 1949 et 1953 les résultats furent encourageants pour lui : 102.722 et 90.422 voix, soit 5,84 et 5,08 % (9). En raison du système électoral, le P.C. n'eut aucun représentant à l'Assemblée nationale en 1949 (il était le plus fort dans les circonscriptions où un nombre élevé de voix était requis pour assurer l'élection d'un candidat). En 1953, après une modification de la loi électorale intervenue à l'issue de difficiles négociations entre les partis, les communistes purent envoyer à l'Assemblée trois élus. Le parti a toujours recueilli le plus grand nombre de voix dans les régions industrielles et forestières du sud-est de la Norvège et dans le grand Nord (province de Finmark), là où la Norvège a une frontière commune avec l'Union soviétique, où les conditions de vie sont très dures et où les habitants sont démunis de beaucoup de choses qui, dans le sud, sont considérées comme indispensables. On y enregistrait récemment selon les témoignages d'anciens communistes locaux revenus de la captivité russe (10), un léger recul des effectifs. Ces hommes étaient chargés pendant la guerre au Finmark de missions spéciales pour le compte des Russes (groupe radio) ; ils y avaient été oubliés et durent finalement se réfugier en Suède. Conformément aux déclarations faites en Suède aux autorités norvégiennes et qui tombèrent plus tard d'une façon demeurée inexpliquée aux mains des Russes, ces trois hommes, quand ils se rendirent après la guerre en Union soviétiques, y furent arrêtés et condamnés à dix et huit ans de prison.

On estime que le P.C.N. compte dans toute la Norvège 8.000 membres inscrits. Sa puissance aux élections est étonnante, surtout si l'on considère le niveau de vie exceptionnellement élevé (plein emploi et hauts salaires d'après guerre, du moins en ce qui concerne le sud du pays).

Il y a peu à dire de l'activité du parti à l'Assemblée nationale puisqu'elle reste très inférieure par rapport au travail de noyautage (on dit infiltration en Norvège) et de sape. Naturellement le parti se présente de préférence comme le défenseur des intérêts particuliers du « peuple laborieux » et en conséquence il réclame des subventions, des allègements fiscaux, etc. Le plus souvent il s'agit de revendications de parade qui ne tiennent aucun compte des possibilités réelles. Cela arrange le P.C. de se dire national et d'insister sur la souveraineté (il en fut ainsi à l'occasion de l'adhésion à l'O.T.A.N. en 1949) ou de se considérer comme le défenseur des droits démocratiques (ce qu'on put constater dans la propagande extra-parlementaire notamment à l'occasion du débat concernant le projet de loi sur l'état de préparation présenté par le gouvernement en 1950, loi qui accorde au gouvernement des pouvoirs élargis en cas de guerre de même que pendant les périodes de danger de guerre). L'alarme fut donnée lorsqu'on demanda l'accord de la Norvège sur l'entrée de la République fédérale allemande à l'O.T.A.N. A cette occasion les communistes trouvèrent l'appui de certains milieux non communistes opposés au réarmement de la République fédérale — sans préjudice du fait que le réarmement de la zone soviétique était déjà réalisé. Les communistes purent donc alors pêcher en eau trouble et susciter l'inquiétude. Mais au parlement ils ne purent trouver dans les autres groupes aucune voix alliée, bien que trois députés du parti ouvrier et un libéral se fussent prononcés pour le rejet de la demande. Dans la presse ils réussirent à obtenir l'habituel appui bruyant d'un journal prétendument libéral de la capitale, le *Dagbladet* (Quotidien). Ce journal a un tirage relativement important pour la Norvège, c'est-à-dire plus de 100.000 exemplaires. Il est vrai que dans le parti gouvernemental, certains désaccords sont apparus sur le principe de la

(4) Jan Valtin : *Sans patrie ni frontière*, Paris 1946.

(5) En ce qui concerne les activités de Ernst Wollweber dans les pays scandinaves, voir le *B.E.I.P.I.*, n° 77 : « La ligue Wollweber en Scandinavie ».

(6) Voir pour cette période le *B.E.I.P.I.*, n° 92 : « Le P.C. norvégien durant l'alliance germano-soviétique ».

(7) Voir aussi Frantz Borkenau : « Der europäische Kommunismus ; Seine Geschichte von 1914 bis zur Gegenwart », Berne 1952.

(8) Voir également, dans le *B.E.I.P.I.*, n° 21 : « L'histoire mouvementée du P.C. norvégien ».

(9) Aux élections municipales de l'automne 1955, le P.C.N. obtint 83.066 voix contre 94.310 en 1951.

(10) Otto Larsen, *Jeg var Sovjet-Spion*, Oslo, 1954.

participation à une collaboration occidentale sous diverses formes, un système de défense en particulier, mais l'unité de ce parti n'a été à aucun moment sérieusement mise en question, malgré l'existence d'un groupe dissident qui possède son propre organe d'information ; au parlement trois députés tout au plus furent hostiles au point de vue de la majorité. C'était donc un échec.

Le chef du groupe parlementaire communiste est un dénommé Lövlien (élu dans la circonscription au nord de la capitale) ; il est en même temps à la tête du parti. Le second homme, Strand Johansen, se repose actuellement en Union soviétique (11).

La presse

La vague d'amitié soviétique qui déferla sur le pays en 1945 permit au P.C.N. de fonder plusieurs journaux. Avant l'occupation, l'*Arbeidet* (le Travail), publié dans la capitale, était le seul journal important. Il reparut en 1945 sous le titre de *Friheten* (Liberté), tandis que de nouveaux quotidiens voyaient le jour dans trois ou quatre autres villes. Ces derniers ne purent toutefois se maintenir ; si bien qu'aujourd'hui, outre *Friheten*, seul paraît encore trois fois par semaine à Narvik le *Nordland Arbeiderblad*. On peut lire tous les jours dans *Friheten* des appels à l'aide financière ainsi que des reçus de dons faits par des individus ou des collectivités, chose tout à fait inconnue dans les autres journaux. On évalue le tirage du journal à 12.000 exemplaires environ. L'organisation des jeunes du parti, la N.K.U., publie une revue mensuelle *Avantgarden*.

Les syndicats

C'est dans le monde ouvrier, sur les lieux de travail que les communistes sont le plus agissants. Lorsqu'ils parviennent à recruter des syndicalistes, ils ont la possibilité d'entreprendre une action qui peut provoquer un progrès du communisme. L'importance du travail de cellule ainsi que les instructions d'application ont fait l'objet en 1929 d'un exposé détaillé dans les résolutions de la direction du P.C.N. (12). Le chef actuel du P. C. N., Emil Lövlien, fit ressortir que l'édification du parti devait avoir lieu sur la base des cellules d'entreprise. Pour les membres communistes des syndicats, la nécessité de former des fractions est le résultat des directives pour la participation communiste aux syndicats, directives approuvées lors du congrès de 1934. C'est le mérite des syndicalistes norvégiens les plus lucides et du parti ouvrier d'avoir pris conscience de ce danger et d'y avoir résolument fait face. Néanmoins des cellules d'entreprise et des fractions ont pu, dans certaines circonstances, se former ; aussi des groupes communistes relativement peu nombreux ont-ils pu s'emparer de la direction de certains syndicats. Ce fut par exemple le cas de l'organisation de Heröya, des usines de salpêtre d'Eidang. Ce syndicat conserva jusqu'à 1930, environ, une direction communiste. Il retomba aux mains des communistes en 1945. Le 19 septembre 1948, la direction communiste parvint, conformément à la ligne extrémiste adoptée peu à peu par tous les P.C., à y déclencher une grève qui dura jusqu'au 5 novembre. Cette grève avait pour objet de porter un coup à l'économie européenne en interrompant les livraisons industrielles à la France et au Danemark. Elle pouvait en outre contribuer à une nouvelle aggravation de la balance commerciale de la Norvège. Les communistes lui donnèrent pour base la vieille revendication relative à la semain de 42 heures. Cette revendication, présentée par la fédération syndicale au cours des précédentes négociations sur les salaires, n'ayant pas été satisfaite, le syndicat l'avait reportée aux prochaines négociations prévues. Les communistes passèrent aussitôt à l'action. La riposte de la fédération fut l'exclusion immédiate du syndicat. Les communistes se virent déçus dans leur espoir d'obtenir l'appui ou le concours des ouvriers appartenant à la même entreprise. Le 25 septembre, le tribunal du travail déclara l'action contraire aux conventions, ce qui ne put cependant modifie l'attitude de la direction. On rapporte que sur 5.000 organisations syndicales du pays, 53 seulement manifestèrent leur solidarité. C'est seulement en 1950 que les communistes perdirent la direction du syndicat Heröya. Un petit groupe de 42 hommes avait dirigé pendant des années une organisation qui comptait 2.000 membres ; la perte de devises étrangères résultant du conflit déclenché illégalement fut évaluée à 12 millions de couronnes norvégiennes. Une seule fois on découvrit les protocoles de la cellule (voir le livre « *Cella pa Heröya* »).

***

C'est en 1954 que les communistes parvinrent à déclencher leur grand mouvement de grèves de la Torp Brug (industrie du papier). Ils y organisèrent une grève qui se poursuivit du 27 février au 30 juillet. Ici aussi il en résulta une perte de production (12 millions de couronnes) ; la perte de salaires pour les ouvriers fut de l'ordre de 1,3 million de couronnes. Chose plus grave encore, les communistes parvinrent cette fois à provoquer une scission à l'intérieur des syndicats. Un refus du président de l'organisation (le communiste Thorb Jörn Martinsen) de faire des heures supplémentaires, refus qui pouvait être donné dans certaines limites fixées par la loi, fut le point de départ du mouvement. Ce refus fut suivi du renvoi immédiat de Martinsen par la direction de l'entreprise.

Le tribunal du travail décida le 20 février que ce renvoi était légal. Les 23 et 24 février les ouvriers décidèrent de faire grève par 198 voix contre 58. Par décision du tribunal du travail en date du 23 mars, la grève fut déclarée contraire aux conventions. Le syndicat, son bureau, ainsi que les ouvriers furent condamnés au versement d'une indemnité de 270.800 couronnes pour la perte des journées de travail. La grève n'en continua pas moins et le syndicat put pendant un certain temps braver la haute direction des syndicats norvégiens. Il obtint l'appui de beaucoup d'autres syndicats du pays. Les manifestations de solidarité furent sans aucun doute plus importantes dans ce cas que dans celui de Heröya. Instruits par l'expérience Heröya, les communistes s'abstinrent de présenter la grève comme dirigée contre la fédération syndicale, et lui donnèrent plutôt un caractère corporatif.

Enfin le syndicat fut obligé de se conformer aux ordres de la haute direction et de convoquer ses membres. Cette réunion donnerait, pensaient les hommes de la fédération, une majorité en faveur de la reprise du travail. Celle-ci fut en effet votée par 223 voix contre 96. Le président, Martinsen, fut pour ainsi dire relevé de ses fonctions et relégué au rang de gérant salarié. La reprise du travail s'accompagnait cependant de nombreuses conditions, entre autres l'annulation de l'indemnité. La fédération fut d'autre part invitée à obtenir l'abrogation de l'ordonnance interdisant de soutenir les actions illégales dans le domaine du droit ouvrier.

(11) Voir aussi dans le *B.E.I.P.I.* n° 91 : « Le P. C. norvégien en 1953 ».

(12) Cité dans « *Cella pa Heröya* », Oslo, 1952.

Friheten avait eu pendant toute la durée de la grève une attitude d'excitation. En vertu de l'ordonnance déjà mentionnée qui interdit de soutenir les actions illégales, le rédacteur en chef fut condamné en décembre 1954 à 30 jours de prison (avec sursis) en raison de son attitude. Mais le fait que beaucoup de membres du parti ouvrier, jusque dans les milieux officiels, militent en faveur de l'abrogation de l'ordonnance en question témoigne du succès partiel des communistes.

Certains syndicats sont soumis, on le comprend, à la direction communiste. Leur nombre change constamment et ne peut être indiqué avec précision, mais il est relativement peu élevé. Le syndicat industriel du tabac a un caractère communiste particulièrement marqué.

Organisations annexes

Associations d'anciens détenus politiques.

Il semble qu'aucune tentative n'ait été faite par la F.I.R. (Fédération internationale des résistants) pour s'assurer d'une organisation en Norvège. Mais les communistes ont réussi à noyauter deux associations de détenus. L'une d'elles envoya en 1952 une délégation au congrès de la F.I.R. en Pologne et fut en outre représentée à une « journée de la paix » à Stockholm. Ces associations furent en 1954 l'objet de violentes attaques de la part de la presse pour leur refus de s'associer à une demande adressée au gouvernement de l'U.R.S.S. en vue de l'ouverture des frontières à une commission d'enquête sur les camps de concentration.

Organisation d'aide aux tuberculeux.

Le président de cette organisation (Tuberkulöses Hjelpeorganisasjon) Knut Willoch, est un communiste bien connu, depuis des années président du P.C. d'Oslo. Il fut une fois pris sur le fait au parti ouvrier alors qu'il se trouvait en possession d'une carte de membre de l'organisation des jeunes du parti ouvrier, d'une carte de journaliste de l'organe central du P.C.N. ainsi que d'instructions aux rédacteurs de ce journal. Comme beaucoup d'hommes de confiance, le secrétaire de l'organisation est également un communiste, Karl Hammerstedt, qui a été après 1945 président du syndicat Heröya (voir plus haut).

Société de la jeunesse.

Cette société (Ungdommens Selvbyggerlag) représente l'application du même procédé. Nombre de communistes notoires figurent parmi ses dirigeants.

L'Association de la Croix-Rouge passe également pour n'être pas à l'abri du noyautage communiste.

Le secrétaire du parti ouvrier, Haakon Lie, s'est attaqué sérieusement au problème du communisme. Il dénonça en 1954 (13) le noyautage en cours de différentes organisations norvégiennes.

Organisations d'étudiants.

L'un des domaines de l'activité communiste est l'ensemble des associations d'étudiants de l'Université d'Oslo. Les révélations de Lie provoquèrent une enquête de la part des étudiants eux-mêmes et c'est ainsi que le 23 octobre 1954 parut dans la presse quotidienne une déclaration d'un groupe de 9 hommes de confiance des organisations estudiantines qui apportait la preuve de l'effort actif d'un groupe d'étudiants visant à créer entre les associations d'étudiants norvégiens et celles de l'Est des rapports qui ne seraient utiles qu'à ces dernières.

Leur façon de procéder était l'appel à l'idéalisme, exploité ensuite à des fins politiques ; leur programme de travail, le « travail pour la paix » et la collaboration avec certaines organisations d'étudiants. L'expression la plus nette en aurait été l'activité d'un Comité pour la collaboration internationale des étudiants. La formation de ce comité serait à attribuer à l'initiative communiste ; son activité aurait été vive à l'intérieur du pays et au dehors. Les associations nationales d'étudiants ont rompu définitivement leurs liens avec l'U.I.E. (Union internationale des étudiants) en 1950. (Ces associations n'ont d'aillleurs jamais eu de liens d'*organisation* avec l'U.I.E.). La physionomie politique de l'U.I.E. ainsi que son attitude à l'égard des organisations estudiantines occidentales sont connues et n'ont pas à être commentées ici. Le désir de l'ensemble du comité de maintenir les liens avec l'U.I.E. ainsi que les contacts avec les étudiants de l'Est, alors que les intéressés sont certainement au courant de la nature des contacts possibles dans les conditions qui existent à l'Est, révèle son véritable caractère en dépit de toutes les assurances. Tous les déplacements du comité seraient financés par l'Est. La déclaration des 9 hommes de confiance dont il est question plus haut donna lieu à de violentes discussions à l'Université d'Oslo. Elle fut suivie d'autres déclarations, notamment de la part du comité en question. A l'association des étudiants d'Oslo la question fut l'objet de débats les 6, 11 et 20 novembre. Un projet de résolution fut soumis à la société; il déclarait que le communiqué des neuf ne devait pas être considéré comme faisant autorité; mais la motion ne fut pas mise aux voix faute de quorum à la séance du 20 novembre. Les étudiants décidèrent alors de publier l'ensemble des déclarations et documents (14). Au cours de la discussion concernant le Comité pour la collaboration internationale des étudiants, on examina le cas d'autres organisations estudiantines. Il apparut que les communistes avaient soit noyauté, soit créé eux-mêmes une série de groupes. C'était le cas des associations suivantes: groupe de politique étrangère, groupe déjà existant qu'ils avaient essayé de conquérir, avec succès du reste puisque la scission intervint bientôt, comité intérimaire de la paix de la jeunesse d'Oslo (1950-51) formé par des étudiants communistes, comité d'accueil d'une délégation de l'U.I.E. en automne 1952, comité pour l'activité sociale en faveur des étudiants (automne 1952), comité norvégien pour la défense des droits des jeunes, comité étudiant de la paix (automne 1951), groupe d'études des problèmes de la paix (automne 1951). Les étudiants en question, relativement peu nombreux, travaillaient dans tous les groupes indiqués. Lorsqu'il n'était pas donné satisfaction aux aspirations communistes, ils quittaient les groupes.

On estime que les communistes représentent un pour cent des effectifs de l'Université d'Oslo.

Nous avons dit plus haut que le livre *Kaderpartiet* publié par Haakon Lie avait attiré une vive attention. Après plusieurs attaques, entre autres dans le *Dagbladet*, Lie se vit obligé de publier un nouveau livre dans lequel il complète le tableau de l'infiltration communiste et de l'activité des organisations parallèles (15). Il est à noter en

(13) Kaderpartiet, *Kommunistisk strategi og taktikk*, Oslo, 1954.

(14) *Infiltrasjon i Studentverdenen ?*, Oslo, 1954.

(15) Haakon Lie, *De Kommunistiske dekkorganisasjonene*, Dagbladet og Kaderpartiet, Oslo, 1954.

passant qu'en dépit de l'idée d'une fusion entre le parti ouvrier et le P.C.N. lancée publiquement aussitôt après la guerre, c'est au parti ouvrier qu'on doit la lutte la plus efficace contre le P.C.N. Le grand travail, en partie difficile, qui s'accomplit dans ce domaine, à un moment où le parti ouvrier lui-même porte la responsabilité de la politique intérieure et étrangère du pays, ne doit pas être oublié.

Représentation des organisations internationales

Parmi les organisations communistes internationales parallèles, trois ont des sections norvégiennes, à savoir le C.M.P. (Conseil mondial de la Paix), la F.D.M.F. (Fédération démocratique mondiale des femmes) et enfin la F.M.J. (Fédération mondiale des jeunes).

Conseil mondial de la Paix.

Le Conseil mondial de la Paix a pour organe *Fredens Forkjempere* (Combattants de la paix). A la « réunion nationale de la paix » de 1950, 7 membres du P.C.N. furent élus au bureau (composé au total de 9 membres). La fédération (Combattants de la paix) est intervenue, par l'intermédiaire notamment de son journal qui a changé deux fois de titre, en faveur de « l'appel de Stockholm » et d'un « pacte à cinq », et a condamné la guerre « bactériologique » des Nations Unies en Corée. Deux non-communistes faisaient partie, nous l'avons dit, du bureau, un juge à la Cour suprême et une personnalité connue du mouvement des femmes, Mimi Sverdrup Lunden. A leurs côtés un ecclésiastique, le chapelain Ragnar Forbech jouait, et joue encore, un rôle important; il est devenu peu à peu une figure internationale au Conseil mondial de la Paix et a pris part à maintes reprises aux « Congrès de la paix ». Les « combattants de la paix » n'ont jamais pu rallier beaucoup de partisans. La collecte de signatures pour « l'appel de Stockholm » eut de faibles résultats, la fédération n'a pas fait beaucoup de progrès en tant qu'organisation, si bien que le « travail pour la paix » reste assuré avant tout par les membres du P.C.N. Il se peut toutefois que la campagne pour la paix ait eu un certain effet.

Fédération syndicale mondiale (F.S.M.).

Cinq représentants de la Norvège, dont deux du P.C.N., prirent part en 1953 au congrès de cette organisation à Vienne.

Fédération mondiale de la jeunesse démocratique.

On sait que quelques centaines de jeunes Norvégiens, qui ne sont pas tous membres des associations de jeunes du P.C.N., se sont rendus en 1955 au « festival des jeunes » de Varsovie. Seule l'association des jeunes du P.C.N. (N.K.U.) appartient encore à la F.M.J.D. depuis que toutes les autres organisations de jeunes l'ont quittée en 1948. On évalue le nombre des membres du N.K.U. de 2.000 à 3.000. Le Conseil de la F.M.J.D. a tenu en juillet 1952 à Oslo un congrès dont le succès a probablement été plus que modeste.

Fédération démocratique mondiale des femmes

La section norvégienne de cette fédération a vu le jour en 1948. On y retrouve Mme Mimi Sverdrup Lunden. Le nombre de membres de la section norvégienne de la fédération dépasse à peine 150. A une réunion de novembre 1951, son nom fut changé en « Fédération démocratique des femmes de Norvège » ; 30 participantes y assistaient. Sur les 14 femmes qui forment le bureau, trois seulement n'ont pas de liens directs avec le P.C.N. En 1954, cette fédération fusionna avec l'organisation féminine communiste, la nouvelle organisation prenant le nom de « Fédération norvégienne des femmes ». Elle a soutenu toutes les actions communistes, par exemple en condamnant les « crimes de guerre » des soldats des Nations Unies en Corée.

Organisation internationale des journalistes (O.I.J.).

L'Union norvégienne des journalistes a quitté cette organisation en 1948.

Autres organisations de soutien.

A la suite de l'enthousiasme prosoviétique de 1945 eut lieu la fondation d'une certaine « Société soviéto-norvégienne ». Elle fut d'abord très active ; quelques-uns de ses membres étaient nominalement non communistes. L'activité de cette société passe aujourd'hui pour être très réduite.

La « Société Norvège-démocraties populaires » est entrée récemment en scène. Elle possède un comité pour chacun des pays satellites qui, à l'occasion de la visite de l'écrivain Bodo Uhse ainsi que d'une Mme Wolff, a organisé en octobre une soirée à laquelle assistaient 80 personnes.

Il a été question plus haut du journal *Dagbladet* (qui aime à se dire libéral). Il a prêté à maintes reprises son concours aux communistes, par exemple à l'occasion des grèves illégales et des procès d'espions communistes de ces dernières années. Une collaboratrice du journal assistait à l'ouverture de l'Opéra de Berlin-Est et a rendu compte de la manifestation en termes dithyrambiques.

III. — Épurations

Les querelles intestines que connaissent si bien les P.C. du monde entier ne furent pas épargnées au P.C.N. non plus. L'existence pour ainsi dire de deux P.C. de Norvège était déjà connue depuis quelque temps lorsque, le 26 octobre 1949, la fraction Lövlien-Strand Johansen livra l'assaut au « second centre ». Celui-ci fut accusé de titisme. Une épuration du parti s'ensuivit, les unités Lövlien-Strand Johansen jetant littéralement dehors les faux prophètes qui durent quitter sur-le-champ le bureau du parti, la rédaction de *Friheten* et tous les autres postes qu'ils pouvaient occuper.

Beaucoup de camarades eurent à souffrir de cet ostracisme, comme par exemple le vice-président du parti Roald Halvorsen, la dirigeante de l'organisation féminine Ingeborg Bakken, le dirigeant syndicaliste Egil Berg, le spécialiste de l'agitation parmi les marins Leif Vetlesen ainsi que les communistes connus Arvid Hansen et Haavard Lang-

seth. Pourtant le « second centre » obtint la majorité à l'Assemblée nationale en février de la même année ainsi que la majorité au conseil. Le principal criminel du « second centre » était Peder Furubotn. Né en 1890, il fut autour de 1920 membre actif du parti ouvrier, devint en 1923 président de l'Union communiste des jeunes, fut à partir de 1923 secrétaire du P.C.N. et président du parti de 1925 à 1930. De 1930 à 1938, il fit son apprentissage à Moscou. Pendant la guerre il créa son propre groupe de partisans et devint en 1945 secrétaire général du parti.

A une réunion, le 27 octobre 1949 l'épuration figurait à l'ordre du jour. Strand Johansen en était le porte-parole ; il accusa Furubotn ainsi que son « second centre » des pires crimes ; son centre, trotskiste, bourgeois, nationaliste, titiste, paralysait par d'interminables discussions sans résultat la puissance d'action du parti. Il déclara Furubotn le plus grand criminel qu'ait connu l'histoire. Furubotn aurait été pendant la guerre un agent secret de la Gestapo et, après la guerre, un agent des Américains. Un article, qu'il avait fait publier en septembre dans la revue *Var Vei* (Notre voie), était particulièrement mis en accusation en raison de son « nationalisme bourgeois ». La réunion ratifia l'exclusion, qui fut suivie d'une épuration dans le pays. Dans certains cas, comme par exemple à Drontheim, les organisations se solidarisèrent avec Furubotn. Le groupe Furubotn essaya le 11 décembre de s'imposer comme le véritable bureau du P.C.N., mais la tentative échoua, de même d'ailleurs que celle de prendre contact avec Lövlien en vue de la « normalisation de la vie du parti ».

La raison de la victoire si nette remportée par Lövlien-Strand Johansen est à n'en pas douter à attribuer à l'appui du Kominform. Furubotn déclara d'ailleurs que cet appui lui manqua. Seul existe désormais le P.C.N. de Lövlien-Strand Johansen.

IV. — Espionnage. Sabotage.

Exclusivement fidèles à l'Union soviétique, dépourvus de toute notion du devoir envers leur propre pays, les militants communistes constituent en Norvège comme partout une armée d'espionnage en puissance.

Après la prise de pouvoir en Allemagne, Copenhague devint le centre des services de renseignements communistes organisés dans le nord. C'est là que Wollweber monta une section de l' « Internationale des marins, des travailleurs des ports et de la navigation fluviale ». La section norvégienne était considérée à Moscou comme peu intéressante, surtout en raison du manque d'hommes utilisables. On sait qu'après la guerre des conférences internationales secrètes ont eu lieu parfois à Oslo. On croit savoir qu'à l'une d'elles, tenue en 1948, on décida d'intensifier l'espionnage et la lutte contre le plan Marshall, en particulier dans le secteur de l'industrie d'exportation et de la navigation.

La Norvège a connu après la guerre deux grands procès d'espionnage, l'un dans le Finmark, à la frontière de l'U.R.S.S., l'autre dans la capitale.

Le 18 août 1953, un officier de renseignements russe, Pavlov franchissait la frontière et se réfugiait dans le Finmark. Les révélations de Pavlov formèrent, avec les matériaux déjà en possession de la police, la base d'une action contre plusieurs espions. Une série de condamnations furent prononcées en mai 1954. Beaucoup d'inculpés avaient été recrutés par des officiers soviétiques dès 1944-45, du temps de l'occupation du Finnmark par le Russes. Les espions étaient chargés de recruter des agents, de transmettre des renseignements sur des secrets militaires, d'acquérir la technique du renseignement, etc. Les procès montrèrent que des citoyens russes camouflés en Norvégiens avaient travaillé en Norvège.

Le 3 juillet 1954, le tribunal territorial condamnait Aabjörn Sunde, connu pour son activité de sabotage sous l'occupation, à 8 ans de prison pour espionnage au profit de l'U.R.S.S. et le sergent Erling Nordby, inculpé avec lui, à trois ans. Une partie du procès s'était déroulée à huis clos. Sunde se serait procuré des passeports et des pièces d'identité pour l'espionnage dans les pays non communistes. En fournissant des renseignements sur les dépôts il aurait exposé la capitale et l'administration centrale au danger de rester sans défense en cas de guerre. Il ne pourrait être remédié au dommage ainsi causé sans un regroupement des dépôts. Sunde fut présenté comme un communiste fanatique, bien qu'à l'instar de beaucoup d'autres personnes employées aux fins d'espionnage par les communistes, il se fût abstenu pour des raisons de sécurité de sanctionner son appartenance au P.C. par une carte de membre. Il fut d'ailleurs l'aide de Strand Johansen lors des violentes mesures d'épuration prises dans le parti en 1949. On assura au procès que Sunde aurait même essayé de prendre des contacts avec la police de sécurité. L'argent nécessaire à l'espionnage, sommes modestes d'ailleurs, aurait été fourni par des fonctionnaires de l'Ambassade soviétique avec lesquels Sunde était en rapports réguliers et qui transmettaient les renseignements. On a lieu de supposer depuis le procès que l'inrêt de Sunde pour les secrets militaires s'explique aussi par des projets de mise sur pied en cas de guerre d'un appareil personnel ou d'une organisation illégale.

Ces procès ont établi que la possibilité de l'existence d'un réseau d'espionnage soviétique (16) encore plus puissant n'est pas exclue.

(16) Voir également, pour l'espionnage soviétique en Norvège, les numéros 49, 103 et 108 du *B.E.I.P.I.*

Nous rappelons aux membres de notre Association en retard dans le paiement de leur cotisation qu'elle est fixée à 2.000 francs (6 mois), 4.000 francs (12 mois). En ce qui concerne les membres à l'étranger, la cotisation est fixée à 5.000 francs (12 mois) et à 6.000 francs si ces membres désirent recevoir le Bulletin par avion. Versement au compte chèque postal de l'Association, Paris 7241-06, ou règlement par chèque bancaire à l'ordre de l'Association.

LE COMMUNISME DANS LE MONDE LIBRE

Singapour et Malaisie britannique entre élections et rebellion

LA péninsule de Malaisie qui fait partie intégrante du Commonwealth britannique est divisée administrativement en deux territoires distincts : Singapour, avec son propre gouvernement, et la Fédération de Malaisie, avec son gouvernement installé à Kuala Lumpur. Le problème du communisme, sous des aspects différents, se pose à ces deux gouvernements.

L'action communiste à Singapour

Cette ville occupe une position-clé pour le Commonwealth britannique en Asie du sud-est : au point de vue commercial, c'est le port maritime le plus important, au point de vue militaire et stratégique, c'est une des pièces maitresses du système défensif du S.E.A.T.O. et un poste de défense avancé pour l'Australie et la Nouvelle Zélande.

Les troubles qui agitèrent récemment la péninsule d'Indochine et la Malaisie proprement dite, semblaient avoir été épargnés à Singapour. C'est seulement au printemps de 1955 que la situation s'aggrava subitement.

Les élections législatives du 2 avril donnèrent la majorité absolue au *Front ouvrier*, mouvement de tendance socialiste modérée, dont le chef David Marshall devint premier ministre. Le point essentiel du programme électoral du Front ouvrier était l'octroi d'un self-government total à Singapour dans le cadre du Commonwealth britannique (le statut actuel impose au gouvernement un contrôle exercé par le Gouverneur britannique, qui possède certains droits de veto sur les décisions de l'Assemblée législative de Singapour). D. Marshall a donc engagé des pourparlers avec les autorités britanniques, notamment lors du voyage de Lennox-Boyd, secrétaire aux affaires coloniales de l'actuel gouvernement Eden, à qui D. Marshall a réclamé l'élargissement des droits politiques de Singapour. Selon certaines informations, le secrétaire aurait promis un self-government total dans quatre ans.

En même temps sur le plan intérieur, certaines difficultés préoccupent gravement le gouvernement Marshall. Tout d'abord, un allié électoral de son Front ouvrier, le *Parti d'action populaire* a pris position contre le gouvernement. Ce parti d'extrême-gauche, fondé en novembre 1954, s'est révélé un fourrier excellent du communisme. Hors la loi depuis 1948, les communistes, appliquant la tactique classique du noyautage, agissent depuis sous la couverture du Parti d'action populaire, qui remporta 4 sièges sur 25 aux élections d'avril 1955. Le chef de ce Parti n'est probablement pas un agent communiste, mais il a pour militants actifs des étudiants et des ouvriers, deux éléments dirigés par les communistes, les premiers sous leur influence totale, les seconds en conflit avec les syndicats ouvriers non-communistes.

Le problème du rôle des étudiants se ramène à celui du groupe ethnique chinois à Singapour. Car, cette ville compte, sur 1.200.000 habitants, 900.000 Chinois et seulement 17.000 Européens. Les Chinois, préoccupés par leur commerce, ont toujours témoigné très peu d'intérêt pour la politique en général et pour le communisme en particulier. La conquête de leur pays par les communistes, en 1949 n'a pas provoqué chez eux un changement d'attitude, si ce n'est que les Chinois sont devenus plus prudents encore dans la moindre prise de position politique. La guerre de Corée, l'intervention américaine et celle des Nations Unies, pas plus que la guerre d'Indochine, n'ont rien changé à cette réserve.

En 1954, la Conférence de Genève, marquée par le rôle important de la Chine communiste et par la reconnaissance de Ho Chi-Minh ont été les événements décisifs qui transformèrent cette neutralité en sympathie pour le communisme. Selon ces gens, doués d'opportunisme, de sens pratique et habitués à peser le pour et le contre, l'emprise communiste serait définitive en Chine, le communisme représenterait une force grandissante dans le sud-asiatique ; il leur faut donc tâcher de ne pas s'en faire un ennemi.

Les étudiants chinois, ou plus précisément dans la plupart des cas, les collégiens d'environ 16 ou 17 ans, sont devenus les premières victimes de l'action communiste. Chez ces jeunes un concours de circonstances favorisait le succès communiste: prestige du pays natal, appel du nationalisme et de l'anticolonialisme, mythe communiste de la justice sociale, tout cela intervenant à la faveur d'une jeunesse précoce et du manque total de culture politique, pouvait facilement convertir les Chinois.

Presque la moitié des écoles secondaires de Singapour sont gérées comme entreprises privées : il y a sept écoles secondaires chinoises, avec plusieurs milliers d'élèves. Chaque école possède sa propre organisation communiste : une section, dirigée par un secrétaire et divisée en deux ou trois cellules. Généralement il n'y a pas plus de 30 à 40 membres du Parti ou des Jeunesses dans une école, mais ils suffisent pour diriger politiquement plusieurs centaines de condisciples.

Chaque école dispose d'un Comité d'aide estudiantine, forme connue de l'ancien Secours rouge. Chaque élève est obligé de verser par an l'équivalent de 2 dollars américains, et les fils de familles riches sont priés de verser davantage. Le système est à tel point efficace que dans une école-modèle, l'organisation communiste collecta près de 10.000 dollars dans une année scolaire. L'utilisation de cet argent est triple : entretien matériel des jeunes dirigeants communistes (forme classique des « révolutionnaires professionnels »), propagande, aide à l'action ouvrière, notamment en cas de grève.

A la campagne électorale du printemps dernier, les étudiants chinois prirent une part active : ils distribuèrent des tracts, organisèrent des visites dans les familles chinoises afin de les per-

suader de voter pour les candidats du Parti de l'action populaire. Immédiatement après, lors des grèves, en mai et juin 1955, les étudiants mirent à la disposition des grévistes de grosses sommes d'argent et les excitèrent constamment à l'émeute par des chants et des discours révolutionnaires.

L'autre levier de l'action communiste à Singapour est le mouvement syndical. Une organisation syndicale, restée jusqu'ici majoritaire, est antérieure aux syndicats d'obédience communiste et elle est affiliée à la *Confédération Internationale des Syndicats Libres*. L'intervention communiste dans le domaine syndical s'est produite au printemps. Deux centrales syndicales sont les principaux agents d'exécution communistes : le *Syndicat des ouvriers des transports* et *l'Union syndicale des ouvriers d'usines et de magasins*, dont le nombre d'adhérents est passé de 2.000 en mars dernier à 20.000 au début de septembre. Le dirigeant de ce dernier syndicat, Lim Ching-Siong, Chinois de vingt-deux ans, est l'âme de l'action syndicale pro-communiste à Singapour. Sans se déclarer jamais militant communiste, il exerce toute son activité dans le sens communiste et les fonctions qu'il occupe lui donnent des possibilités très larges : secrétaire du Syndicat des ouvriers d'usines et de mgaasins, il est aussi l'un des quatre députés du Parti d'action populaire et le Président de l'Association chinoise des parents d'élèves, alors qu'il n'est ni père de famille ni marié.

Cette réunion de trois forces dans le même homme : Parti de l'action populaire, mouvement syndical, étudiants chinois, est à Singapour le terrain d'action communiste depuis le printemps dernier. Pendant la campagne électorale, en mars, le Parti d'action populaire feignait d'accorder son appui au Front ouvrier de D. Marshall. Une fois les élections terminées par la victoire du Front ouvrier, le Parti d'action se tourna contre celui-ci. En mai-juin éclatèrent des grèves fomentées par les communistes ; les chefs du Parti de l'action soutinrent la cause des grévistes et les encouragèrent à persévérer dans l'action anti-gouvernementale. Les étudiants chinois s'en mêlèrent et les grèves se transformèrent en violentes manifestations politiques. Le 12 mai, un millier d'étudiants et de grévistes provoquèrent une bagarre avec la police, à la suite de quoi, le 14 mai, trois écoles secondaires chinoises furent fermées temporairement et le 17 mai le gouvernement rétablit l'état d'urgence, supprimé lors de l'avènement de Marshall.

Le Parti d'action populaire et les grévistes menacèrent le gouvernement de proclamer la grève générale. Le gouvernement réagit rapidement et le 11 juin en vertu du décret sur l'état d'urgence, le gouvernement arrêta quelques-uns des principaux agitateurs communistes dans les syndicats. Le 15 juin la grève générale fut déclenchée, mais elle ne fut suivie complètement que par le syndicat des ouvriers des transports, qui au nombre de 15.000 paralysèrent le trafic urbain.

Depuis lors la situation s'est améliorée, mais la persistance de l'action combinée de ces trois facteurs : Parti d'action populaire, syndicats pro-communistes et étudiants chinois, menace de faire éclater des troubles à la première occasion. A ce sujet le correspondant du *New York Times* à Singapour écrivait le 9 octobre dernier : « *L'épidémie de grèves, le défi ouvert lancé au gouvernement et l'émeute à une large échelle, qui déferlèrent ces derniers mois, ont montré que cette riche et prospère ville est noyautée avec succès par les communistes, qu'elle est en train de glisser vers la gauche et de devenir de plus en plus favorable à Pékin, de même qu'elle est prête à lutter contre le règne britannique par les voies constitutionnelles et révolutionnaires.* »

Le gouvernement de Malaisie et les communistes

A l'instar de Singapour, la Fédération de Malaisie a connu le 27 juillet 1955 ses premières élections législatives : sur 98 membres du Parlement, 52 devaient être élus au cours de cette consultation populaire.

Le parti le plus important dans cette compétition électorale était l'Alliance, organisation composée de trois groupements politiques : U.M.N.O. (*Organisation nationale unifiée de Malaisie*) ; M.C.A. (*Association chinoise de Malaisie*) et M.I.C. (*Congrès indien de Malaisie*), qui enleva 51 sièges sur les 52 à pourvoir. L'unique siège vacant fut obtenu par un candidat du Parti islamique de Malaisie. Par contre deux partis politiques ne remportèrent aucun succès : Le *Partei Negara*, dont le chef fut battu et le *Labor Party*, qui ne présentait que quatre candidats.

L'Alliance réclame l'indépendance absolue pour la Fédération de Malaisie dans le cadre du Commonwealth britannique, d'ici quatre ans, et la création d'un Parlement entièrement élu par le peuple, (l'actuel Parlement compte 46 députés nommés par le Haut Commissaire britannique.)

Le Parti communiste, hors la loi depuis le début de son action insurrectionnelle en 1948, ne participait pas à cette lutte électorale, mais il continue à donner de graves soucis depuis la formation du gouvernement que préside Tengku Abdul Rahman, chef de l'Alliance.

Dans ce pays, premier producteur de caoutchouc dans le monde, la lutte armée entre les forces communistes et anti-communistes prend souvent un caractère de guerre civile entre les deux camps de Chinois. Sur 5.700.000 habitants, en effet, les Malais proprement dits ne sont que 2.800.000 et le reste se compose de 2.100.000 Chinois, 700.000 Indiens et un nombre beaucoup plus faible d'Européens (il y a même encore des peuplades primitives dans la jungle). Une partie importante de l'activité commerciale et financière du pays se trouve aux mains des Chinois, ce qui provoque des tiraillements avec la population malaise. Celle-ci s'efforce de garder son hégémonie au moins sur le plan politique : c'est pourquoi sur 1.280.000 électeurs il n'y avait le 27 juillet que 180.000 Chinois.

Cet antagonisme ne pouvait manquer d'être exploité par les communistes. Il en résulte que le mouvement insurrectionnel en Malaisie est entièrement l'œuvre des immigrants chinois de date assez récente : environ 90 % des chefs et des effectifs de la guerilla communiste sont chinois. Mais d'autre part dans la garde territoriale, appelée à protéger le pays contre les communistes, les Chinois sont également très nombreux. Parmi les victimes de l'action communiste, il y a aussi une majorité de Chinois : entre le moment où l'état de siège fut proclamé en 1948 et le 30 avril 1955, les communistes ont tué en tout 1.635 civils chinois, contre 315 Malais, 220 Indiens et 103 Européens.

Au cours de cette guerre civile qui dure depuis plusieurs années, les communistes ont indiscutablement réussi à maintenir jusqu'à un certain point leur force insurrectionnelle ; ils ont immobilisé des effectifs militaires malais et britanniques considérables et obligé les autorités du pays à consacrer un tiers du revenu national aux besoins de la sécurité et de la lutte contre le communisme. D'autre part les forces gouvernementales ont réussi à débarrasser des terroristes communistes plus de la moitié du pays, isolé les rebelles communistes du nord de ceux du Johore et contrecarré l'action communiste par la propagande et les promesses d'amnistie ; les redditions com-

munistes qui devinrent beaucoup plus rares au moment de Dien Bien-Phu et de la Conférence de Genève, sont à nouveau aussi fréquentes que par le passé.

Néanmoins les communistes auraient pu poursuivre leur action insurrectionnelle, si un élément nouveau n'était intervenu : la modification de la tactique mondiale du communisme soviétique et chinois. En effet, l'insurrection fut en 1948, déclenchée en Malaisie comme dans une partie intégrante d'un vaste plan d'action insurrectionnel qui visait l'Inde, la Birmanie, l'Indonésie, les Philippines. Bientôt, lorsque la tentative révolutionnaire eut échoué dans ces pays, la Malaisie resta, avec l'Indochine, le seul théâtre de la guerre civile communiste. Après l'armistice de Genève, la Malaisie devint en Asie le seul pays où sévit encore la guerilla communiste.

Les premiers changements tactiques se produisirent au printemps 1955 et le 23 juin on annonça à Singapour que le Parti communiste malais avait demandé la réunion d'une conférence « table ronde » de tous les partis politiques de Malaisie pour examiner les moyens propres à mettre fin à l'état d'urgence. Le général britannique, Bourne, chef des opérations contre la rébellion communiste commenta cette proposition en ces termes : « *Si les communistes veulent mettre fin à l'état d'urgence, ils peuvent le faire aujourd'hui même. Des conditions libérales de reddition leur sont offertes, et elles sont connues de tous, comme le prouve le fait que beaucoup d'entre eux en profitent... En dépit de ces offres le but final des communistes reste le même. C'est de renverser le plus tôt possible n'importe quel gouvernement établi au pouvoir et de lui substituer un régime communiste* ».

Au lendemain des élections, Tengku Abdul Rahman, manifesta de nouveau l'intention du gouvernement de mettre fin à l'état d'urgence, en déclarant : « *L'état d'urgence doit finir rapidement et l'Alliance va offrir l'amnistie au P.C. de Malaisie au moment propice et en consultant le chef d'opérations militaires et son Etat-Major* ». Lors de son discours inaugural au Parlement, le président revint au problème du communisme : « *Grâce aux forces de sécurité, la situation s'est sensiblement améliorée, mais toutes ces mesures ne suffisent pas à mettre fin à la guerre, de même que les tracts et brochures ne suffisent pas à convertir les communistes. Une offre d'amnistie est en train d'être élaborée et on a l'espoir que ces conditions seront bien accueillies. Mais, je sens profondément dans mon cœur, que même si l'amnistie réussit, nous aurons de nouveau à nous occuper du communisme militant... Les communistes se sont déjà infiltrés dans les plantations de caoutchouc, dans les mines, dans les villages et les villes, et ce qui est encore pire, dans nos écoles. A moins que cette infiltration ne soit arrêtée à temps, les communistes vont constituer une menace réelle pour la paix en Malaisie... Le seul recours véritable contre le communisme est le nationalisme.* »

Cette amnistie, promise par l'Alliance lors de la campagne électorale, a été promulguée le 8 septembre. Ce décret ne fait aucune discrimination parmi les rebelles communistes : elle s'applique à tous sans tenir compte de leur fonction ni de la date de leur adhésion à l'insurrection. Elle promet qu'aucun militant qui se rend aux autorités ne sera poursuivi pour un délit quelconque ; les redditions peuvent se faire devant n'importe quelle autorité publique. La déclaration d'amnistie se termine ainsi : « *Le gouvernement mènera une enquête sur ceux qui se rendent. Il aidera ceux qui témoigneront d'une réelle volonté d'être loyaux envers le gouvernement de la Fédération de Malaisie et d'abandonner leurs activités communistes à retrouver une situation normale dans la société et à rentrer dans leurs familles. Quant aux autres, leur liberté devrait être restreinte, mais s'il y en a parmi eux qui désirent aller en Chine, leur requête sera prise en considération* ».

Sans proclamer en même temps un cessez-le-feu général (pour ne pas donner ainsi aux rebelles un répit et le moyen de se déplacer) le gouvernement espérait contribuer à la liquidation rapide la guerre civile, qui a coûté en 1955 plus de 630.000 dollars par jour.

Mais un mois plus tard, les milieux gouvernementaux devaient se rendre à l'évidence : l'amnistie n'avait pas produit l'effet escompté ; les redditions non seulement n'avaient pas augmenté, mais montraient au contraire une tendance à se raréfier. Il était visible que les cadres communistes n'avaient pas la moindre intention de s'avouer battus. Ce qu'ils voulaient c'était tout autre chose : au moyen de cet échec gouvernemental, obliger les autorités à négocier d'égal à égal avec le partenaire communiste et à rendre au mouvement communiste le droit à l'action politique légale. De cette manœuvre, les communistes attendaient un double résultat : pouvoir reprendre leur activité légale, sans s'avouer battus dans la guerre civile, et s'aligner en même temps sur la nouvelle politique du bloc soviéto-chinois.

A la fin de septembre, en effet, les communistes laissèrent courir le bruit d'une offre d'entrevue avec le président Tengku Abdul Rahman; celui-ci reçut au début d'octobre une lettre signée, au nom du Parti communiste de Malaisie, par son chef Ching Peng ; cette lettre suggérait une rencontre avec le premier ministre de Malaisie et de président du gouvernement de Singapour D. Marshall. Ceux-ci se déclarèrent en principe prêts à rencontrer les émissaires du P.C.

La première conséquence de cette rencontre serait sans doute une reconnaissance implicite et de facto du mouvement communiste, jusqu'ici hors la loi. L'abandon des méthodes insurrectionnelles obligerait le P.C. à passer à l'action politique et sociale : noyautage de l'administration, pénétration dans les syndicats, organisation des manifestations, des grèves dans les plantations, bref, tout le travail que les communistes sont en train d'effectuer depuis plusieurs mois déjà à Singapour.

Les perspectives politiques favorisent l'action communiste : le climat de « détente » sur le plan international et l'espoir de l'octroi d'une entière indépendance au pays agiront dans le sens de l'élimination de la présence et de l'influence britanniques. Une fois l' « impérialisme britannique » écarté, les communistes espèrent avoir d'autant plus de chances de l'emporter en face du gouvernement nationaliste seul, que la victoire militaire communiste ne peut être envisagée actuellement. L'intervention militaire des communistes de Chine ou du Nord Vietnam, sur laquelle les communistes malais pouvaient compter autrefois, ne paraît plus être réalisable dans un avenir immédiat.

RESERVE AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION CE BULLETIN N'EST PAS VENDU

LE COMMUNISME DANS LE MONDE SOVIÉTISÉ

Les graves difficultés de l'économie soviétique

« L'observateur attentif, désireux de généraliser et de systématiser les informations relatives à la situation économique de l'U.R.S.S., a malgré lui l'impression que l'évolution de l'économie soviétique est entrée, depuis au moins deux ou trois ans, dans une phase nouvelle et particulièrement difficile, et que, depuis, elle se heurte sans cesse à des obstacles toujours nouveaux. Ce n'est pas une crise, ni une dépression au sens où la science économique entend ces termes. Dans l'immédiat, c'est quelque chose de moins catastrophique. Mais c'est en même temps plus profond et, en un certain sens, pire. Il s'agit d'une grave maladie organique de tout le système économique soviétique.

« Cette maladie se manifeste dans tout. Au cours des deux dernières années, la presse soviétique et la presse libre en Occident ont suivi avec une attention particulière les difficultés de l'agriculture soviétique. Celle-ci est en effet le domaine le plus faible de l'économie soviétique. Mais dans d'autres branches encore, il se produit fréquemment des situations extraordinairement difficiles, et tout le système de l'économie soviétique ne tient essentiellement que par les salaires intolérablement bas de l'immense majorité des travailleurs. »

C'est ainsi que s'exprimait voici plus de six mois l'un des meilleurs experts des problèmes économiques russes, M. Salomon Schwartz, dans le Courrier Socialiste (1). *Son diagnostic, formulé avec une remarquable concision, coïncide absolument avec notre propre jugement. Six semaines à peine après la publication de l'étude de M. Schwartz, un retentissant exposé du maréchal Boulganine vint confirmer son diagnostic. Le discours de M. Boulganine, qui accapare près de cinq pages massives de la* Pravda *du 17 juillet dernier, est évidemment trop long pour que nous puissions le reproduire* in-extenso (2). *Son importance est cependant telle que nous croyons devoir en soumettre à nos lecteurs de larges extraits, que nous nous promettons d'assortir la prochaine fois des commentaires qui s'imposent et qui nous paraissent nécessaires pour faire ressortir toute la signification des aveux du maréchal.*

Avant de donner la parole à M. Boulganine, signalons un autre fait qui ne semble pas avoir frappé jusqu'ici l'attention des commentateurs des choses de Russie. On se souvient que le gouvernement soviétique décida en septembre 1953 *d'arrêter dorénavant les résultats de la campagne agricole à la date du* 1er *octobre, et non du* 31 *décembre. L'an dernier, ces résultats furent, en effet, rendus publics dans le courant de novembre, à l'occasion notamment des cérémonies consacrées à l'anniversaire de la révolution d'octobre. Cette année-ci, il n'en fut rien, et on attend toujours le bilan agricole de* 1955. *Dans son discours du* 6 *novembre dernier* (Pravda *du* 7 *novembre), M. Kaganovitch, remarquablement muet sur ce chapitre, se borna à parler de « conditions climatériques défavorables » et à annoncer qu'on avait* collecté (*pour le ravitaillement*) *cette fois-ci* 129 *millions de pouds de blé de plus qu'en* 1954 ; *pas un mot sur ce qui avait été récolté. Ces* 129 *millions de pouds supplémentaires paraissent minimes, insignifiants, en considération du fait que la récolte avait été de* 8 milliards *de pouds en* 1952 (*dernier chiffre publié ; la récolte était à peu près du même ordre de grandeur en* 1953 *et* 1954) *et qu'on avait défriché environ* 30 *millions d'hectares depuis deux ans...*

Il faut donc patienter pour avoir des vues plus précises quant à la campagne agricole de 1955. *Par contre, les révélations de M. Boulganine sur l'état de l'industrie ne manquent point de précision. En voici l'essentiel. Les passages ci-dessous sont des extraits textuels, non point des résumés. Les intertitres sont de nous.*

L'industrie soviétique vue par le maréchal Boulganine

Retard sur le monde « capitaliste »

Pour la honte des constructeurs de machines-outils, il faut avouer que certaines usines sortent des machines-outils de construction surannée. Par exemple, l'usine de constructions mécaniques « Komsomolets » produit des tours dont la vitesse de découpage est de trois fois et la puissance de transmission de deux fois inférieure aux machines modernes du même type que construisent une série de maisons étrangères. La plupart des maisons étrangères de la construction mécanique fournissent aux clients depuis déjà trois ou quatre ans des tours universels munis de dispositifs hydrauliques, ce qui en augmente de deux à quatre fois le rendement. Or notre usine bien connue « Prolétaire rouge » s'apprête seulement à fournir de telles machines-outils.

A l'industrie électrique aussi nous devons présenter de nouvelles exigences. Les machines et appareils qu'elle produit ont un poids et un gabarit exagérés. Par exemple, le transformateur d'une puissance de 123.500 kilo-volts-ampères pour une tension de 400 kilovolts, produit par l'usine de transformateurs de Moscou, est d'un poids une fois et demie supérieur au transformateur suédois analogue. La centrale électrique mobile que produit l'usine électrique d'Erevan, d'une puissance de 60 kilowatts, pèse 3 tonnes, alors que la même, construite dans la République démocratique allemande, en pèse 2. Ainsi par exemple le tracteur Diesel « Biélorusse » que construisent depuis 1953 les usines de Minsk et d'autres usines de tracteurs, pèse 3 tonnes tandis que le tracteur anglais Fordson-Major du même type, modèle 1951, en pèse deux. Le châssis du camion ZIS-15

(1) *Sotsialistitcheski Viestnik*, n° 6 (juin 1955), p. 108; organe mensuel des sociaux-démocrates russes (mencheviks) émigrés.

(2) Nous n'en avons traité jusqu'ici qu'en passant, dans nos numéros 136 et 140.

que produit l'usine Staline de Moscou pèse 3 tonnes, alors que le poids du châssis du camion américain Studebaker de la même classe modèle 1954 est de 2 tonnes. En Tchécoslovaquie et dans la République allemande, on produit déjà des métiers sans navette dont le rendement est de une fois et demie supérieur à celui des métiers à navettes, tandis que chez nous on n'a même pas encore commencé la construction de ces métiers.

Aux Etats-Unis, la production de tissages de l'industrie cotonnière utilise presque exclusivement des métiers automatiques, alors que chez nous les métiers automatiques ne représentent dans cette branche que 36 pour 100 du nombre total. Dans la production des tricots, on utilise des broches rachel anglaises au rendement de 1.200 tours-minute au lieu des 650 tours des machines de notre construction.

Nous ne pouvons oublier, nous n'avons pas le droit d'oublier que la technique dans les pays capitalistes ne reste pas stationnaire, mais que sous l'influence de la course aux armements, de la concurrence et de la recherche du profit maximum par les capitalistes elle a progressé dans nombre de domaines. Un grand préjudice est porté dans notre pays à la cause du progrès technique par le fait que beaucoup de dirigeants de ministères et de services, de collaborateurs des établissements scientifiques, des bureaux d'études et de construction, de chefs d'entreprises sous-estiment les réalisations de la science et de la technique à l'étranger. Ces années dernières, l'effort en vue de découvrir et d'utiliser tout ce qu'il y a de meilleur, de plus avancé dans la technique appliquée des autres pays, a été insuffisant. Le résultat en est que certains instituts de la recherche scientifique et certaines organisations de construction ont gaspillé beaucoup de temps et d'argent à rechercher et à créer ce qui a déjà été publié dans la presse étrangère et ce qui est appliqué depuis longtemps à l'étranger.

L'outillage moderne ne sert à rien

Au cours des années écoulées du cinquième plan quinquennal, notre industrie a reçu, en moyenne, chaque année pour 26 milliards de roubles d'équipement nouveau — machines, outillage, appareils, etc. L'équipement électrique de l'industrie lourde a augmenté de 30 pour cent rien qu'au cours des quatre dernières années et était, en 1954, de près de deux fois supérieur à celui de 1940.

La faible mécanisation des processus auxiliaires aboutit à ce que dans les entreprises et sur les chantiers, en dépit d'une énorme quantité de machines et de mécanismes, une grande proportion des travaux s'effectuent encore à la main. La part des travaux effectués à la main représente dans l'industrie forestière 68 pour cent, dans les charbonnages 44 pour cent, dans la métallurgie 35 pour cent, dans le bâtiment 69 pour cent. Le travail de ces ouvriers est mal organisé, d'un faible rendement, et c'est pourquoi l'effet de l'augmentation de la productivité du travail des ouvriers productifs de base est annihilé dans une large mesure par la dépense de travail manuel dans les travaux auxiliaires.

Il convient de parler en particulier de l'amélioration de l'utilisation de la technique déjà existante. Les entreprises de l'industrie et du bâtiment sont équipées de la technique la plus récente afin de faciliter le travail des hommes, de le rendre plus productif. Mais plus notre économie reçoit de technique, *plus importante devient la question de son utilisation rationnelle et compétente.* Or dans beaucoup d'entreprises la technique est mal utilisée. Le résultat en est que dans certaines branches de l'industrie l'augmentation de la productivité du travail atteinte ces dernières années retarde fortement sur l'augmentation de l'équipement technique des ouvriers. Cet écart est particulièrement important dans les industries charbonnière et forestière.

En 1940, dans les mines du ministère de l'Industrie charbonnière, il n'y avait que 24 combinés tandis qu'en 1954 il y en avait 1.600, les machines de chargement de roche étaient 36 et sont devenues plus de 3.000, le nombre de wagonnets électriques a augmenté de près de six fois. Malgré cela la productivité du travail dans l'industrie charbonnière ne dépassait que de peu, en 1954, le niveau de 1940.

L'Etat a investi d'énormes sommes dans la mécanisation de l'industrie forestière. Les entreprises forestières avaient l'an dernier par rapport à 1940 : de près de six fois et demie plus de tracteurs, de près de 3 fois plus de camions automobiles, de plus de 7 fois plus de locomotives et de motrices. Ces entreprises disposent de plus de 120.000 scies électriques, lesquelles n'existaient pas du tout avant la guerre. Or, la productivité du travail sur les chantiers d'abattage et de flottage s'est accrue par rapport à l'avant-guerre de 6 pour cent seulement.

Il existe également chez nous des cas où de nombreuses machines nationales et importées restent inutilisées pendant des années, immobilisées dans les entrepôts, où elles vieillissent. Au début de 1955, pour l'ensemble des ministères et services, il y avait pour environ 13 milliards de roubles d'équipement inutilisé dont pour plus de 5 milliards et demi de matériel dépassant le niveau réglementaire des stocks. Tout cela est la conséquence du manque d'organisation, de la mauvaise gestion et de l'incurie dans une série de branches de l'industrie.

Par suite de la mauvaise organisation du travail et de toutes sortes de défauts techniques et d'organisation, beaucoup d'entreprises souffrent de temps d'arrêt considérables des machines et des mécanismes. Par exemple, dans l'industrie charbonnière, restent inutilisés à peu près un tiers des combinés, des machines de boisage et de chargement de charbon, et plus d'un quart des appareils de chargement de roche. Dans les entreprises du ministère de la Métallurgie, les arrêts des fours Martin ont atteint l'an dernier 14 pour cent et ceux des laminoirs dans certaines usines métallurgiques ont atteint 20 à 30 pour cent de la durée du travail nominale. Dans certaines entreprises de la construction mécanique, les arrêts sont considérables.

D'importantes réserves d'accroissement de la productivité du travail pourraient être mises en œuvre par l'amélioration de l'organisation du travail à l'intérieur des entreprises. En témoigne ne fût-ce que le fait qu'en 1954 les pertes de temps de travail dans l'industrie se sont élevées à plus de 40 millions d'hommes-journées, dont 18 millions par suite d'arrêts. En même temps le travail hors norme représentait 11 millions d'hommes-journées. Par suite des pertes de temps de travail en 1954, il y eut un manque à produire de plus de 10 milliards de roubles. On voit combien est importante et d'actualité la question de l'amélioration de l'organisation du travail.

L'un des défauts essentiels dans le travail de l'industrie, défauts qui freinent l'accroissement de la productivité du travail, est l'état insatisfai-

sant de la fixation des normes de travail et des salaires.

Dans les entreprises de nombreuses branches, on applique largement ce qu'on appelle la norme de production expérimentale-statistique, qui représente jusqu'à 50 pour cent et dans beaucoup d'usines de la construction mécanique jusqu'à 70 à 85 pour cent de l'ensemble des normes. Ces normes ne reflètent pas le niveau atteint par la technique, la technologie, l'organisation de la production, et c'est pourquoi une grande partie des ouvriers les dépassent considérablement, alors que les tâches d'accroissement de la productivité du travail restent dans beaucoup de cas non remplies.

Ainsi se crée une situation anormale où, dans beaucoup de cas, ce n'est pas le degré d'exécution des normes de production qui détermine le taux des salaires, mais au contraire les normes de production sont « adaptées » aux salaires. Une telle façon de voir, qui est au fond celle du consommateur, concernant les questions des normes de travail constitue un sérieux obstacle à l'accroissement de la productivité du travail.

Gaspillage

Le principal défaut de l'activité de nos ministères dans la direction de l'industrie consiste en ce qu'ils s'occupent peu de l'organisation directe de la production et qu'ils dirigent de leurs bureaux, à l'aide d'un appareil nombreux et à échelons multiples, les usines, fabriques et mines de leur ressort.

Je prendrai comme exemple le ministère de l'Industrie de la pêche. La structure administrative de cette branche est extrêmement lourde. Avant de parvenir à la production, au pêcheur, on doit passer par quatre ou cinq échelons : 1° ministère ; 2° commissariat central ; 3° trust ; 4° combinat ; 5° usine. L'appareil administratif absorbe jusqu'à 40 pour cent des ingénieurs et autres spécialistes de formation supérieure travaillant dans l'industrie de la pêche. Pour six ouvriers on compte ici un membre du personnel administratif.

Le ministère de l'Industrie de la pêche a été plus d'une fois déjà l'objet de critiques pour avoir multiplié quantité de petits trusts et de bureaux dont l'entretien grève d'une lourde charge le prix de revient de la production.

Mais ces critiques n'ont produit jusqu'à présent qu'un faible effet sur le ministre de l'Industrie de la pêche de l'U.R.S.S., le camarade Ichkov, et sur le ministre de l'Industrie de la pêche de la R.S.F.S.R., le camarade Oboukhov. Ils continuent de maintenir de nombreuses petites organisations inutiles.

Par exemple, dans la République tchouvache a été créé un trust du poisson qui ne contrôle aucune entreprise. Ce trust a pour tâche de recevoir des kolkhozes le poisson pris par ceux-ci (quelque 200 tonnes par an) et de le livrer au réseau de vente. A Oulianovsk et à Senguilé, il y a deux usines de poisson qui n'emploient en tout que 12 ouvriers. Ces « usines » ne s'occupent elles aussi que de livrer à l'entrepôt le poisson reçu des kolkhozes. Pourtant, pour administrer cette « exploitation » un trust spécial a été créé à Oulianovsk. En un mot, tout est comme chez les grands, sauf que la cheminée est moins haute et la fumée moins dense. Le nombre du personnel administratif des usines et des trusts dépasse de près du double le nombre des ouvriers.

Ainsi au combinat du poisson de Makarovsk la production marchande effective représentait 6,5 millions de roubles tandis que le fonds annuel des salaires payés aux travailleurs du combinat s'élevait à plus de 10 millions. Au combinat des Kouriles du Sud, il a été pêché pour 13 millions de roubles de poisson, alors qu'il a été dépensé 22,5 millions en salaires. Au combinat des Kouriles du Nord, la valeur de la pêche représentait 14 millions de roubles et le fonds des salaires plus de 40 millions. Après cela il n'est pas étonnant qu'en 1954 les entreprises de l'industrie de la pêche de l'Union, au lieu du bénéfice fixé par le plan à la somme de plus de un milliard de roubles, aient accusé une perte de 392 millions.

Gangrène bureaucratique

Une partie considérable des jeunes ingénieurs et techniciens des ministères et des administrations sont dirigés non vers la production mais dans l'appareil, dans les instituts de la recherche scientifique, les organismes d'étude et les services administratifs des usines, privant ainsi les jeunes spécialistes de la possibilité d'étudier dans la pratique la production, la technique, la vie d'usine.

En Russie prérévolutionnaire, les jeunes ingénieurs et techniciens qui ne travaillaient pas dans la production se voyaient fermer l'accès de l'appareil administratif et des organismes d'étude. Tout jeune ingénieur et technicien sortant des écoles était tenu de travailler dans la production. Le même règlement existe aujourd'hui encore dans les pays capitalistes. Ce n'est pas une mauvaise méthode, et nous devrions l'observer nous aussi.

Chez nous, un grand nombre de collaborateurs des instituts de recherches et d'études scientifiques n'ont aucune expérience de la production. Par exemple, près de la moitié des collaborateurs scientifiques de l'Institut central de la recherche scientifique de la sidérurgie, de l'Institut d'étude des procédés technologiques des usines du ministère de la Construction des moyens de transports routiers et de beaucoup d'autres établissements scientifiques n'ont jamais travaillé dans la production.

La planification et le dénombrement du personnel administratif et de direction des entreprises ne sont pas réglementés. Ces dernières années, le plan relatif au travail dans l'industrie ne fait pas état de la catégorie des employés. En même temps on planifie et dénombre une catégorie telle que le personnel administratif-dirigeant dans lequel on inclut non seulement les employés, mais encore une partie des ingénieurs et techniciens et du personnel subalterne. Il faut dire que la notion même de « personnel administratif-dirigeant » n'est pas assez claire. Par exemple, dans la construction mécanique, un ingénieur qui travaille dans le service de la main-d'œuvre et des salaires de l'administration de l'usine fait partie du personnel administratif-dirigeant, tandis que l'ingénieur chargé de la fixation des normes et qui travaille dans le même service n'en fait pas partie. Les manutentionnaires qui travaillent dans les ateliers font partie du personnel administratif-dirigeant au même titre que ceux de l'administration d'usine, bien que ceux des ateliers soient directement liés à la production. Il est évident que cette situation est anormale et qu'elle doit être redressée au plus tôt.

Planification de l'imprévoyance

Les collaborateurs du ministère de la Métallurgie et du ministère de la Construction d'entreprises des industries métallurgiques et chimiques savent bien qu'avec la mise en marche de l'usine métallurgique de la République du Kazakhstan, alimentée par les matières premières et les combustibles locaux, la nécessité a disparu d'importer en Asie centrale et dans le Kazakhstan une quantité considérable de métaux en provenance des autres régions du pays. Pourtant les ministères que je viens de nommer et qui s'occupent de la construction de l'usine métallurgique tirent un très mauvais parti des investissements affectés à cet usage. De 1951 à 1954, 200 millions de roubles furent affectés à la construction de cette usine ; on n'en a utilisé que 88 millions.

Le ministère de l'Industrie pétrolière s'est obstiné à ne pas exécuter les plans de construction et de mise en marche d'usines de traitement du pétrole dans l'Est du pays. Par exemple, au cours des quatre années écoulées du cinquième plan quinquennal, il n'a été investi, dans la construction de l'usine de traitement de pétrole d'Omsk, que 804 millions de roubles sur un devis de 2 milliards...

C'est ainsi par exemple que la fabrique de ciment de Sémipalatinsk est en construction depuis 1949. Le devis pour la construction de cette usine s'élève à près de 200 millions de roubles, tandis qu'en six ans il n'a été dépensé que 22 millions, soit 11 pour cent. L'agrandissement de la fabrique de ciment de Iachkine dans la province de Kémérov progresse aussi avec une extrême lenteur.

Etant donné la production insuffisante de briquettes de sel dans les salants de Pavlodarsk, on expédie du sel d'Iletsk en Sibérie orientale et en Extrême-Orient pour les besoins de l'élevage. Le coût du transport d'une tonne de sel dans les directions indiquées représente environ 300 roubles, ce qui dépasse de près de dix fois la valeur du sel lui-même.

Discussions sur Pavlov en U.R.S.S.

EN mars et avril 1950, l'Académie des Sciences et l'Académie de médecine consacrèrent une session commune à l'étude du legs scientifique de Pavlov. En décembre 1951, l'académicien K. Bykov rendait hommage à ces travaux et à l'infaillible Pavlov : « *Organisée sur l'initiative du camarade Staline, la session commune de l'Académie des Sciences et de l'Académie de Médecine de l'U.R.S.S. marqua une nouvelle étape dans la voie de l'amplification toujours plus grande du considérable héritage de Ivan Petrovitch Pavlov. La session commune a remis dans la bonne voie les psychologues, les pathologues et les cliniciens en mettant fin aux déformations idéalistes et aux tentatives de révision de la théorie de Pavlov sur les réflexes, révision qui nous eût ramenés cinquante ans en arrière.* »

Pavlov était sacré. La ligne officielle exigeait qu'on appliquât ses méthodes aveuglément. « *Nous ne pouvons venir à bout de cette tâche,* ajoutait Bykov, *qu'en fondant notre effort sur les indications de notre chef et maître, le grand Staline* » (*Meditsinski Rabotnik,* 27-12-51).

La théorie de Pavlov était devenue l'obligatoire « fondement théorique » de la médecine, la « base scientifique naturelle de l'organisation socialiste de la santé ». Bientôt étaient prises des mesures pratiques : « *Les principaux instituts de physiologie ont été réorganisés ;... on a créé un Institut de Physiologie I.P. Pavlov à l'Académie des Sciences et organisé à Moscou dans le cadre de cette Académie un nouvel Institut du Système Nerveux Central. Les Instituts-pilotes ont été confiés aux disciples de Pavlov, seuls capables de développer par un effort créateur l'héritage spirituel de leur maître... La session commune des deux Académies a créé une base solide pour réorganiser en profondeur beaucoup de secteurs, sur le plan scientifique et sur le plan pratique, en s'appuyant sur la théorie d'avant-garde de Pavlov* » (*Meditsinski Rabotnik,* 19-7-51).

Le même article annonçait d'autres nouveautés. Pour contrôler l'application des décisions prises par la fameuse « session commune », était fondé un « Conseil Scientifique pour les problèmes de la doctrine de I.P. Pavlov ». Ce « Conseil » était habilité à diriger et surveiller l'activité des principaux instituts de physiologie de l'U.R.S.S., à organiser chaque année une conférence destinée à l'examen des questions physiologiques et pathologiques relatives au système nerveux central que pose la théorie de Pavlov, à remettre chaque année au gouvernement et au Praesidium de l'Académie des Sciences un rapport sur l'activité de ces Instituts de physiologie.

Ce « Conseil » devait exercer dans les milieux scientifiques une activité inquisitoriale et prendre des sanctions contre quiconque osait mettre en doute l'interprétation officielle, l'académicien L.A. Orbeli par exemple. Il avait écrit qu' « *on ne peut assurer qu'il existe réellement chez les individus un monde psychique et subjectif* ». que « *Pavlov ne s'intéressait pas à la philosophie.* » se tenait à l'écart de la lutte entre le matérialisme et l'idéalisme et même préconisait dans la physiologie du système nerveux central la méthode subjective idéaliste. Le « Conseil » décida que Orbeli ne pourrait continuer à travailler dans ses laboratoires que s'il « *révisait profondément ses conceptions méthodologiques.* » De même l'académicien Beritachvili, les professeurs Rojanski et Anokhine furent l'objet de sanctions. A la sixième assemblée du Conseil, la menace se précisa contre Anokhine. On l'accusa de « *n'avoir pas compris la portée de la lutte idéologique qui se déroule sur le front physiologique entre les représentants progressistes de la science nationale et les savants réactionnaires d'Occident et d'Amérique.* » (« *Les lois régissant le système nerveux central, énoncées par Pavlov, ne suffisent pas pour expliquer le comportement des animaux* ». avait osé dire Anokhine. Le « Conseil » le priva de sa chaire de pathologie à l'Institut de Médecine de Riazane). D'éminents psychiatres n'échappèrent pas à cette purge, tel le Professeur Guiliarovski. Le 25 novembre 1951, le *Meditsinski Rabotnik* annonçait que le ministère de la santé publique se disposait à organiser des cours spéciaux à l'usage des titulaires de chaires dans les instituts et des travailleurs de la recherche scientifique, pour les débarrasser de ces préjugés d'un autre âge.

Pavlov sur la sellette

Un peu plus tard, Staline disparaît.

Nouvelle attitude officielle : La IXme session du « Conseil » se tient à Moscou du 19 au 22 mai 1953 et examine les résultats de la réorganisation de l'Institut de pathologie générale et expérimentale. Tout est remis en question : L'Académicien Anitchkov, rapporteur, dresse le bilan ; il souligne le retard des travaux en matière de physiologie et de pathologie du système nerveux. Anokhine, sorti de l'ombre, déclare qu'en ce qui concerne l'étude du mécanisme nerveux, les travaux de l'Académie sont nettement insuffisants et qu'on peut observer un élargissement, non un approfondissement des recherches. A son tour le Professeur Voronine signale un retard inadmissible en ce domaine. Quant au Professeur Grachtchenkov, il déclare regretter que l'Académie soit dépourvue d'un centre d'études morphologiques. (Parler de morphologie avant la mort de Staline exposait à être accusé de « déviation wirchovienne »). Il reproche enfin à l'Académie d'avoir partagé les hommes de science : « *Aux uns on distribue des louanges, les autres sont toujours critiqués. Personne n'ose critiquer les chercheurs de l'Académie lorsqu'ils commettent des erreurs dans leurs travaux scientifiques.* »

Les dirigeants du « Conseil », sur la défensive, écoutent ces interventions. Leur politique passée est maintenant combattue. Il leur faut tenter de la justifier. « *Toutes les discussions de l'Académie ne se déroulaient pas à un niveau idéologique et théorique suffisamment élevé,* reconnait le Professeur Joukov-Verejnikov, vice-ministre de la santé publique. *Il faut que les hommes de science soient placés dans des conditions qui leur permettent de discuter et de combattre la déformation de la théorie de Pavlov.* » Le Professeur Anitchkov conclut : En général, dit-il, les critiques formulées l'ont été à juste titre, mais certaines interventions ont été trop violentes. Dans son discours de clôture, l'académicien Bykov, à son tour, se défend : « *Il faut remarquer que beaucoup de travailleurs de l'Académie ne comprennent pas clairement comment il faut intégrer les idées de Setchenov, Botkine et Pavlov dans les disciplines théoriques et cliniques, ni en quoi elles consistent...* » Bykov reconnait la gravité du problème des cadres et il ajoute qu'il faut s'efforcer de réaliser les objectifs du Parti et du gouvernement, et surpasser le niveau des connaissances des savants étrangers.

Deux mois s'écoulent et, le 10 juillet 1953, on peut lire dans le *Meditsinski Rabotnik* un éditorial intitulé « *La théorie de Pavlov, base de la médecine soviétique* ». Il s'agit d'une tentative pour trouver un compromis entre le point de vue du « Conseil » élu en 1950 et celui de la nouvelle opposition. Dans le même journal, nouvel article le 1er décembre 1953. Il porte la signature de Sarkissov, membre du Praedisium de l'Académie de Médecine. On a voulu, écrit Sarkissov, « *transformer la théorie du grand physiologiste en dogme... La discussion au sein du Conseil scientifique pavlovien n'avait pas toujours un caractère concret... Durant les trois dernières années, il n'y eut pas de discussion critique...* »

En ce même mois de décembre 1953, a lieu une session de l'Académie de médecine ; Birioukov prend la parole et déclare notamment : « *Jusqu'à maintenant, dans les travaux de physiologie, on n'a attiré l'attention que sur l'étude du système nerveux central. Pendant ce temps d'autres points importants de la physiologie restaient dans l'ombre... arrière-cerveau... rapports neuro-humoraux... rôle physiologique des hormones.* » Autres critiques: Alors que Pavlov créait une méthode nouvelle pour résoudre chaque problème nouveau, ajoute Birioukov, « *dans certains laboratoires de physiologie, on a tendance actuellement à limiter le nombre des méthodes utilisées. C'est ainsi que l'on assiste à des tentatives pour rendre universelle la méthode proposée par A.G. Ivanov-Smolenski pour étudier l'activité du système nerveux central.* » Et à son tour Birioukov proteste contre le dogmatisme dans l'interprétation de la théorie de Pavlov. « *Au lieu d'étudier la physiologie,* dit-il, *certains chercheurs préfèrent citer à tout propos les écrits du grand savant.* » Le professeur Ziouzine estime que le Praesidium de l'Académie de médecine n'a rien fait pour développer l'esprit critique dans le domaine scientifique et liquider « *le monopole de certains savants* ». Il vise ceux « *qui occupent des postes directeurs dans la science et sont présentés par le Praesidium de l'Académie comme des autorités scientifiques infaillibles qui s'isolent et sont à l'abri de la critique. Cette appréciation concerne en particulier K.M. Bykov, directeur de l'Institut de Physiologie de l'Académie des sciences et président du Conseil scientifique pavlovien.* » Enfin, déclare le professeur Mordachev, la haute qualité des recherches scientifiques « *ne peut être garantie que par la liberté de jugement et de critique.* »

Dès le lendemain, le professeur Nesterov tente de redresser une situation bien compromise ; dans son discours de clôture, il proclame qu'il est « *indispensable d'arrêter définitivement la révision — sous prétexte de critique — des décisions de la session scientifique pavlovienne.* »

Cela n'empêche pas les critiques. Le 1er mars 1955, le professeur Birioukov écrit que « *les applications médicales de la théorie de Pavlov se sont avérées plus restreintes que l'on pouvait l'espérer.* » D'après lui, les physiologues et les médecins se sont penchés surtout sur le problème de l'inhibition tout en ignorant le problème de l'excitation. Birioukov expose ses griefs et son attitude représente une opposition de principe à l'interprétation et aux utilisations de la théorie de Pavlov qui furent à l'honneur durant les années précédentes. L'attitude officielle consiste au contraire à assurer que la théorie de Pavlov est une excellente chose mais que certains l'ont mal interprétée et par conséquent trahie. Prononçant le discours inaugural lors de la IXme session de l'Académie de médecine, son président le professeur Bakoutiev affirme le 7 mars 1955 que « *dans le domaine de l'utilisation des idées de Pavlov sur l'inhibition, on a commis de graves erreurs (comme l'application très souvent injustifiée du traitement par le sommeil). De pareilles erreurs ont souvent discrédité les principes mêmes de Pavlov...* » (*Meditsinski Rabotnik,* 8 mars 1955).

Cette session de l'Académie est encore marquée par l'intervention du professeur Timakov qui déplore que l'on ait trop souvent traité injustement ses confrères d' « *idéalistes, antipavloviens, wirchoviens, réactionnaires...* » quand les coupables étaient d'autres hommes. Il proteste également contre l'isolationnisme dans le domaine des sciences : « *Nous apprécions les noms des savants de tous les pays qui ont apporté leur contribution à la civilisation mondiale. Nous sommes obligés de compter avec leur expérience, précieuse d'utiliser le résultat de leurs travaux et les théories progressives dont la science mondiale dispose.* »

Il n'est pas encore possible de dire si l'importance démesurée que l'on avait attribuée à la théorie de Pavlov va se trouver maintenue. Elle était due à des causes purement politiques, c'est pourquoi sa destinée dépendra seulement de la situation politique en U.R.S.S.

Dr Ida Lazarevitch.

IMP. UNION, 13, RUE MÉCHAIN, PARIS-XIVe

LE GÉRANT: M. COQUET, 86, BOULEVARD HAUSSMANN, PARIS-8^e